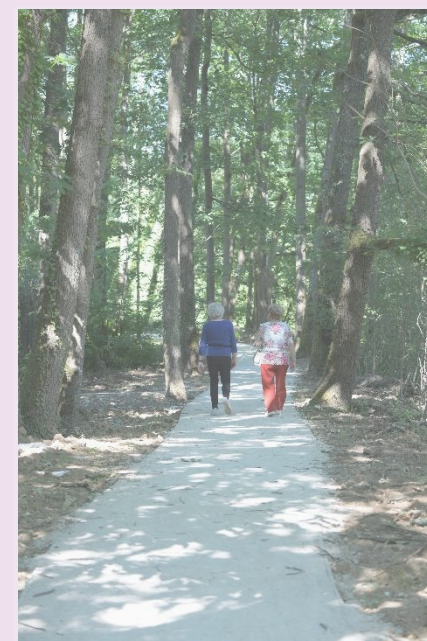




NOVEMBRE

2020



CONFINÉS, ET APRÈS ?

GRAND PARIS SUD À L'ÉCOUTE DE SES HABITANTS

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION GRAND PARIS SUD

DGA Stratégies territoriales // Direction de la Prospective et de l'observation territoriale

Observatoire territorial

observatoire@grandparissud.fr

SOMMAIRE

PRÉSENTATION DE LA DÉMARCHE	1	VERS UN MODE DE VIE SOUCIEUX DE L'ENVIRONNEMENT	24
RETOUR SUR UN CONFINEMENT	2	ADOPTER DES RÉFLEXES ÉCOLOGIQUES	25
RÉVÉLATEUR D'INÉGALITÉS	2	LUTTER CONTRE LES DÉCHETS ET LE GASPILLAGE	25
UN USAGE ET UNE OCCUPATION DES LOGEMENTS TRANSFORMÉS	3	MIEUX SE DÉPLACER	26
LE POIDS DE L'ISOLEMENT	6	PRÉSERVER LES ESPACES NATURELS	27
UN ÉLAN DE SOLIDARITÉ	8	DÉCOUVRIR OU REDÉCOUVRIR LES ESPACES NATURELS DU TERRITOIRE	27
CONSTRUIRE UNE AGGLOMÉRATION INCLUSIVE	9	AVOIR UN CADRE DE VIE PROCHE DE LA NATURE	28
SOUTENIR LES HABITANTS	10	SANTÉ, SPORT ET BIEN-ÊTRE AU COEUR DES ATTENTES	30
ACCOMPAGNER LES PLUS EN DIFFULTÉS	10	MENER UNE VIE SAINÉ	31
LUTTER CONTRE LA FRACTURE NUMÉRIQUE	12	PRENDRE DU TEMPS POUR SOI	31
S'EXPRIMER, UN BESOIN NÉCESSAIRE	14	MANGER SAINEMENT	32
PARTAGER SON VÉCU	14	FAIRE DU SPORT	33
FAIRE ÉVOLUER LES CHOSES	15	AMÉLIORER L'ACCÈS AUX SOINS	34
FAIRE VIVRE LE TERRITOIRE	16	ASSURER UNE CONTINUITÉ DE SOINS	34
AGIR SUR LE TERRITOIRE	17	MIEUX DOTER LE TERRITOIRE EN PROFESSIONNELS DE SANTÉ	35
S'ENGAGER DANS UNE SOLIDARITÉ DE PROXIMITÉ	17		
ACCOMPAGNER LES NOUVEAUX ENGAGEMENTS	19		
CONSOMMER LOCAL	21		
FAVORISER DE NOUVEAUX MODES DE CONSOMMATION	21		
SOUTENIR LE TISSU ÉCONOMIQUE LOCAL	22		

PRÉSENTATION DE LA DÉMARCHÉ

À la fois sanitaire, sociale, économique et écologique, la crise provoquée par la pandémie du Coronavirus est sans précédent. Si l'ensemble de la population a été touchée par les mesures restrictives du 1^{er} confinement, le vécu et les conséquences de cet épisode sont multiples.

Il apparaissait alors important que, dans le cadre de la mise en œuvre de ses politiques publiques, la Communauté d'agglomération de Grand Paris Sud dispose d'un socle de savoirs objectifs des situations rencontrées par les habitants du territoire.

C'est dans cet objectif qu'une démarche de consultation a été lancée auprès de la population avec, dans un premier temps, la diffusion d'un questionnaire en ligne qui permettait d'aborder les conditions du 1^{er} confinement, ses impacts, les préoccupations quant à l'avenir ainsi que les changements souhaités.

Afin de compléter cette démarche, une approche plus qualitative, de recueil de la parole, a ensuite été initiée auprès des habitants qui s'étaient portés volontaires via le questionnaire, de jeunes dans le cadre de « COVID ton sac » et d'associations œuvrant sur le territoire.

De cette consultation, ressortent de **nombreuses informations de contexte sur le vécu de la période de confinement et de grands enseignements** pour faire de Grand Paris Sud un territoire du bien-vivre et une ville « complète » selon quatre principaux axes :

- **Construire une agglomération inclusive**
- **Faire vivre le territoire**
- **Adopter un mode vie soucieux de l'environnement**
- **Prendre soin de sa santé**



Les grandes étapes de la démarche



RETOUR SUR UN CONFINEMENT RÉVÉLATEUR D'INÉGALITÉS

Le confinement a particulièrement été révélateur de disparités sociales et territoriales. S'il ressort que globalement, cette période a été vécue positivement par la majorité des habitants de Grand Paris Sud (54,4%) ayant répondu au questionnaire, 28% ne prennent pas parti exprimant de ce fait une situation plutôt mitigée et 17,5%, soit près de 500 personnes, déclarent l'avoir vécu négativement.

Entre le poids des contextes résidentiels, des situations socio-économiques, de la composition des ménages, entre autres, il apparaît que ce vécu inégal du confinement est la résultante de conditions de vie disparates.



UN USAGE ET UNE OCCUPATION DES LOGEMENTS TRANSFORMÉS

Avec l'entrée en vigueur du confinement strict, l'habitat, devenu lieu de refuge contraint, a pris une place centrale dans le quotidien de tous. À Grand Paris Sud, 97% des habitants ayant répondu au questionnaire ont, durant cette période, vécu dans leur logement principal.

Pour ceux dont ce n'était pas le cas, il s'est surtout agi de rejoindre des proches et de disposer de plus d'espace, intérieur comme extérieur. Les plus concernés ont été les moins de 30 ans, et en particulier les étudiants.

Habitant souvent dans de petits logements, seuls et parfois loin de leurs proches, ils ont rejoint le cocon familial dès lors que cela était possible.

« J'habite seule dans un studio à Boulogne-Billancourt. Une semaine avant le confinement, mon employeur nous avait conseillé de rester en télétravail, je suis donc allée chez ma mère. La période étant incertaine, elle ne voulait pas que je reste seule. Elle vit à Cesson dans un pavillon avec un jardin, qui offre un cadre plus agréable et loin de la foule parisienne. »

Femme, 22 ans, étudiante, Boulogne-Billancourt (confinement à Cesson)

Etre hébergé ou héberger temporairement des personnes non présentes en temps ordinaire a, d'une part, permis aux premiers de bénéficier d'un habitat souvent plus confortable mais aussi, pour tous, de créer un environnement plus rassurant face aux inquiétudes suscitées par cet épisode.

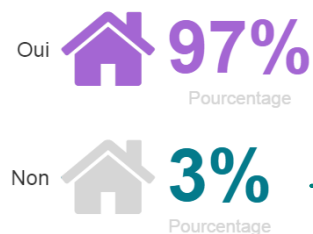
« Je vis dans une maison avec la joie d'avoir un jardin. On était huit à la maison car nous sommes quatre avec ma femme et mes deux enfants et nous avons deux amis avec leurs enfants de 5 et 7 ans qui étaient là avant le confinement. On leur a proposé de rester avec nous puisqu'ils habitent en appartement et ça aurait été encore moins drôle pour eux comme pour nous. Ça nous a permis d'avoir de la compagnie et de se soutenir. »

Homme, 42 ans, indépendant, Lieusaint



Une majorité d'étudiants parmi les personnes n'ayant pas passé leur confinement dans leur logement principal

Pendant le confinement, viviez-vous dans votre logement principal ?



- 55,3% pour rejoindre des proches
- 22,3% pour avoir plus d'espace
- 2% étaient hors Grand Paris Sud
- 6 répondants sur 10 ont moins de 30 ans, avec une majorité d'étudiants

Confinés, et après ?, Observatoire territorial, Grand Paris Sud, 2020

9 Franciliens sur 10 sont restés dans la région, 11% ont séjourné en-dehors de leur résidence principale. C'est davantage le cas des Parisiens mais aussi des plus jeunes (20% des 18-24 ans).

→ **Les Franciliens et le COVID-19, Institut Paris Région, juin 2020**

D'après l'enquête nationale « La vie d'étudiant confiné », 44% des étudiants interrogés ont déclaré avoir quitté, au moment du confinement, le logement qu'ils occupaient. Les principales raisons invoquées sont la volonté de ne pas être seul (66%), l'envie d'être auprès de sa famille (63%) et d'avoir un logement plus grand (62%).

→ **La vie étudiante au temps de la pandémie de COVID-19, Observatoire de la vie étudiante (OVE), 2020**

Le confinement a donc induit, en tout premier lieu, une occupation continue du logement et parfois une évolution ponctuelle de la composition des ménages, entraînant pour certains une réappropriation du cadre de vie.

Près de la moitié des répondants étant en emploi ont eu recours au télétravail. Parmi eux, 53,4% évoquent la difficile conciliation entre vies familiale et professionnelle. Cela est d'autant plus vrai pour les femmes, qu'il y avait plusieurs enfants et/ou qu'ils étaient très jeunes, ces dernières étant plus souvent en charge des questions éducatives et des tâches ménagères. Si en temps ordinaire, le télétravail s'organise, le contexte d'urgence et de regroupement dans les foyers n'a en effet pas permis à tous de bénéficier d'un environnement de travail favorable.

Par ailleurs, les établissements scolaires étant fermés, les jeunes ont dû poursuivre leur scolarité à domicile. Parmi les répondants, 9 étudiants sur 10 ont pu le faire à distance. De nouveau, la question de l'espace se pose et l'ensemble de ces situations a pu générer des relations intrafamiliales parfois tendues.

« Ma mère était en télétravail et tout le temps au téléphone. Elle parle fort et ça me dérangeait énormément pendant les cours. [...] Je lui ai fait la remarque, c'est parti loin. J'ai même voulu changer de confinement. Je ne la supportais plus. »

Femme, 21 ans, étudiante et en emploi, Moissy-Cramayel

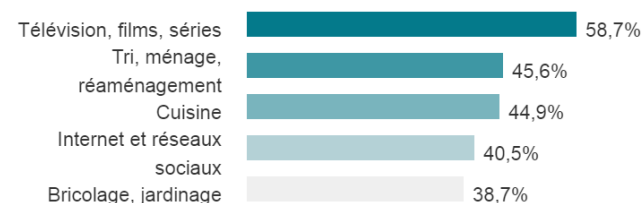
Contraints de demeurer plus que d'habitude avec les autres membres du foyer, le relationnel, notamment entre parents et enfants, a en effet dans certains cas pu être difficile. Les jeunes du territoire interrogés dans le cadre de la démarche « COVID ton sac » évoquent par exemple des conflits d'usages à l'accès d'un équipement ou d'une pièce du logement et l'imposition de règles dues au confinement avec parmi elles une plus grande participation aux tâches ménagères. 61% de leurs ressentis concernant ce lien avec les proches sont ainsi négatifs.

Devenu à la fois lieu de séjour, de travail, d'étude et de loisirs, l'usage et l'occupation de l'habitat se sont vus transformés, et de manière plus ou moins facilitée selon la composition des ménages et les situations résidentielles.



Une réappropriation du logement pour une activité concentrée au domicile

Hors activités professionnelles ou scolaires, quelles étaient vos principales occupations pendant le confinement ? (Jusqu'à 5 réponses max)



48,2%

des personnes en emploi étaient en télétravail



89,8%

des étudiants ont poursuivi leurs cours à distance

Confinés, et après ?, Observatoire territorial, Grand Paris Sud, 2020

11% des répondants à l'enquête COCONEL ayant été confinés avec des enfants déclarent que leurs relations se sont dégradées du fait d'un renfermement du ménage sur lui-même. Cela est d'autant plus vrai qu'il y avait une surcharge professionnelle (18% de ceux en télétravail) et domestique (13% des familles monoparentales).

Plus concernés par des horaires atypiques et l'arrêt du travail, les ouvriers et les employés, malgré des conditions de logements moins favorables, sont plus nombreux que les cadres à avoir déclaré une amélioration des relations intrafamiliales du fait d'une meilleure inscription dans les rythmes sociaux de la famille.

→ **CO**ronavirus et **CON**finement (COCONEL), Enquête Longitudinale, Institut national d'études démographiques (INED), 2020

L'absence d'espace individuel dédié et, plus largement, d'espace extérieur, alors que les libertés de se déplacer étaient limitées, ont eu des conséquences sur le vécu du confinement, entraînant de fait des situations qui ont pu se révéler difficiles, notamment pour les plus mal logés.

« J'ai vécu le confinement dans mon studio double de 33 m² avec mes trois enfants. Même avec la présence d'un balcon, cela a été très compliqué et difficile à vivre. »

Femme, 30 ans, à la recherche d'un emploi, Grigny (Grigny 2)

16,6% des répondants déclarent avoir été confinés dans un logement sur-occupé, une proportion légèrement supérieure à celle observée à l'échelle de Grand Paris Sud (12,7%)¹, probablement du fait de l'accueil de personnes ne faisant pas partie du ménage en temps ordinaire. Cette situation de suroccupation est par ailleurs deux fois plus rencontrée par les répondants habitant en Quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV) : 32,6% d'entre eux étaient concernés.

Les mesures du confinement ont ainsi touché de façon différenciée les individus, notamment selon leur cadre de vie et la composition des ménages. Il apparaît en effet qu'il a été plus durement vécu par les personnes :

- Vivant en appartement alors que six ménages sur dix sont dans cette typologie de logement à Grand Paris Sud et où les situations de suroccupation sont les plus rencontrées.
- Ne disposant pas d'un extérieur, et notamment d'un jardin alors que ce dernier pouvait permettre de conserver un lien privilégié à l'extérieur, d'offrir un espace de loisirs, toutefois quasi-exclusivement réservé aux personnes vivant en maison.
- Ayant vécu le confinement seules ou au contraire, dans un logement occupé par au moins cinq autres personnes, créant pour les premières, un sentiment d'isolement et pour les secondes une probabilité plus grande de conflits, voire de suroccupation.
- Habitant en QPV, ces zones concentrant les points précédemment cités auxquels s'ajoutent des précarités socio-économiques importantes alors qu'un quart de la population du territoire y réside.

¹ INSEE, Recensement de la population, 2017. 8,5% en Essonne, 7,5% en Seine-et-Marne, 12,7% en Ile-de-France.



Le poids du cadre de vie dans le vécu du confinement

16,6%

ont déclaré avoir un logement non-adapté au nombre d'occupants



32,6%

pour ceux vivant en QPV

93,2%

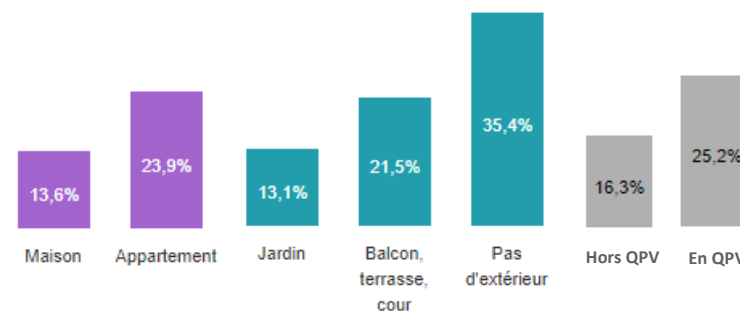
des personnes vivant en maison n'ont jamais rencontré cette situation



67,2%

de ceux vivant en appartement

Vécu négatif du confinement selon le contexte résidentiel



Confinés, et après ?, Observatoire territorial, Grand Paris Sud, 2020

LE POIDS DE L'ISOLEMENT

La distanciation sociale imposée par les mesures visant à lutter contre la pandémie et l'interdiction de sortir de chez soi a pour beaucoup créé un sentiment d'isolement. Le besoin de voir sa famille et ses amis ainsi que le manque de contacts humains apparaissent pour tous comme les premières difficultés rencontrées. Mais cela est d'autant plus vrai pour les personnes qui l'ont vécu seules. 11,2% des répondants au questionnaire étaient concernés, avec parmi eux davantage de retraités, d'étudiants et d'habitants en QPV.

« Je me suis beaucoup ennuyée. Heureusement que j'avais des personnes qui me passaient des coups de fil. [...] Je suis veuve et c'est vrai que ce n'est pas comme quelqu'un qui vit en couple, avec des enfants... »

Femme, 79 ans, retraitée, Évry-Courcouronnes

Néanmoins, les plus jeunes ont aussi pu ressentir le poids de l'isolement. Ces derniers l'ont particulièrement exprimé dans le cadre de « COVID ton sac » : la privation de libertés, le temps libre qui s'est soudainement offert à eux ont été appréciés de manière différenciée. Si certains ont eu la faculté de s'auto-organiser et de mettre à profit cette situation, la majeure partie des jeunes rencontrés font part d'un ressenti négatif (57%) entre angoisse de l'ennui, sentiment d'abandon du système éducatif, des liens sociaux altérés, un stress sanitaire...

D'autres personnes se trouvant également dans des situations spécifiques ont pu se sentir isolées. Au-delà des conditions socio-économiques et résidentielles précédemment évoquées, il s'est agi aussi pour certaines de faire face au handicap, au décrochage scolaire, aux violences intra-familiales,... Des situations d'autant plus difficiles lorsqu'elles étaient vécues au sein d'un ménage monoparental.

« Avec un enfant handicapé à charge, je ne vous cache pas que le confinement a été compliqué à gérer. Il a un autisme et même si c'est vrai qu'il vit déjà un peu confiné, ne pas avoir accès aux endroits auxquels on a l'habitude d'aller pour le canaliser a été ingérable. [...] Je me suis sentie très seule face à mes problèmes. »

Femme, 34 ans, en emploi, Grigny (Grigny 2)



Des inégalités face à la détresse psychologique

95,1% des répondants ont ressenti le besoin de voir leur famille ou leurs amis, dont 37,3% durant tout le temps du confinement

11,2% ont passé le confinement seuls. C'est davantage le cas :

- des retraités (27,5%)
- des habitants en QPV (17,2%)
- des étudiants (11,9%)

Confinés, et après ?, Observatoire territorial, Grand Paris Sud, 2020

L'enquête COCLICO démontre des inégalités face au risque de détresse psychologique pendant le confinement. Si sa survenue a été observée chez un tiers des répondants, il ressort que le risque est plus important chez les populations déjà vulnérables. Parmi elles : davantage de femmes, de personnes seules, de situations de suroccupation, des difficultés financières, un faible soutien social ou encore des personnes ayant une maladie chronique.

Parmi les détresses les plus rencontrées : la tension ou le stress (44,9%), le sommeil (35,4%), la concentration (34,2%), le sentiment d'être malheureux ou déprimé (33,5%) et le sentiment d'inutilité (28,5%).

→ **Coronavirus Containment policies and impact on the population's mental health (COCLICO), IRDES, 2020**

Le confinement a été plus fréquemment déclaré pénible parmi les personnes seules (31%), les familles monoparentales (29%) et les ménages regroupant plusieurs familles ou générations (30%). Des écarts selon le niveau de vie sont également particulièrement marqués : ce sont les plus modestes qui ont le plus mal vécu cette période (37% du 1^{er} quintile contre 17% du dernier).

→ **Enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages (CAMME), INSEE, 2020**

« Sur les violences conjugales, on a eu beaucoup de victimes, en augmentation par rapport à une période classique. [...] Soit il y a eu réellement une augmentation des violences conjugales pendant le confinement parce que l'auteur était 24h sur 24 avec la victime, soit la médiatisation des violences conjugales aux informations etc... a permis à des femmes de parler alors qu'elles n'osaient pas le faire avant. »

Centre d'information sur les droits des femmes et des familles (CIDFF) Essonne, Évry-Courcouronnes

Ce sont aussi des conditions de travail particulièrement difficiles en cette période, et notamment pour ceux qui avaient une fonction liée à la gestion de la crise sanitaire, qui a pu renforcer une certaine solitude face aux diverses réactions rencontrées.

Parmi les répondants au questionnaire, un tiers des actifs avaient une fonction liée à la gestion de la crise, avec parmi eux davantage de femmes, d'habitants en QPV et de non-diplômés, soit des profils qui, par ailleurs, étaient plus susceptibles de rencontrer des difficultés.

« Je suis salariée sur un poste de caissière. Au lieu de faire 16h par semaine, j'étais à 30h du fait des arrêts maladie. C'était assez fatiguant [...] Il y avait beaucoup de monde, des caddies bien remplis. Les plus petits permettaient de souffler un peu, de reposer les bras et le dos. Et puis les gens ne comprennent pas forcément les règles sanitaires, d'autres s'en foutent. Ils étaient gentils au début et, au déconfinement, comme s'ils avaient cumulé trop de tension, ils étaient infects. »

Femme, 21 ans, étudiante et en emploi, Moissy-Cramayel

« J'habite seule et ça m'a beaucoup pesé. J'aurai voulu ne jamais avoir vu ce que j'ai vu à l'hôpital et même encore maintenant. Quand je rentrais chez moi, je n'avais personne à qui parler. Et quand on allumait la télé, on voyait des scènes en boucle... Je finissais par faire des crises d'angoisse, par ne plus dormir. La solitude en plein confinement a été très dure. Travailler 12 heures et se retrouver seule derrière, je l'ai très mal vécu. »

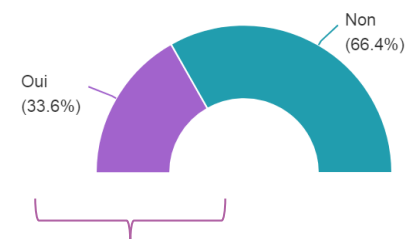
Femme, 55 ans, en emploi, Corbeil-Essonnes (La Nacelle)

Repli sur soi, ennui, anxiété, parfois amplifiés par la désinformation et la surinformation, le confinement a généré des situations et des attitudes hors normes face auxquelles les individus se sont sentis seuls et démunis, les exposant davantage à des traumatismes pouvant se prolonger dans le temps.



Des travailleurs davantage exposés

Votre fonction est-elle liée à la gestion de la crise sanitaire et à risque d'exposition ?



35,2% des femmes

35,2% des habitants en QPV

51,7% des sans diplôme

Confinés, et après ?, Observatoire territorial, Grand Paris Sud, 2020

500 600 « travailleurs clés », de par leur fonction d'intérêt général, sont comptabilisés en Ile-de-France, soit 9% des actifs franciliens plus exposés que les autres au risque de contamination mais aussi à des conditions de travail particulièrement difficiles. Si la Seine-Saint-Denis arrive en tête avec une part de ces travailleurs largement représentés (12%), la Seine-et-Marne (11%) et l'Essonne (10%) ont des taux proches et supérieurs à la valeur régionale.

→ Focus santé en Ile-de-France, ORS, 2020

UN ÉLAN DE SOLIDARITÉ

En réponse aux divers impacts de la crise sanitaire et sociale, de nombreuses initiatives d'entraide et de solidarité se sont déployées. Parmi les habitants de Grand Paris Sud ayant répondu au questionnaire, 29,2% ont accompagné, aidé d'autres personnes ou participé à une action solidaire que cela soit au sein d'une association ou non.

Les plus actifs ont été les retraités et les travailleurs, plus particulièrement ceux en maintien à domicile/garde d'enfants, et en télétravail. Il s'avère aussi que ce sont les moins diplômés, pouvant correspondre à un profil rencontrant par ailleurs plus de difficultés, qui se sont les moins engagés dans ce type de démarche.

Si des élans de solidarité ont fleuri partout sur le territoire, c'est la diversité des formes de soutien qui est avant tout notable : initiatives individuelles, collectives ou institutionnelles, à l'échelle du voisinage, du quartier ou de la commune, voire au-delà, pour des aides sectorielles ou généralistes, à distance ou encore en présentiel...

Le mouvement qui est apparu le plus unanime est le soutien au personnel soignant puis, dans le temps, aux travailleurs « clés », via les applaudissements quotidiens mais aussi la mise à disposition de biens (masques, surblouses, gels, logements, repas,...), entre autres.

« Avec mes parents, nous applaudissions tous les soirs le personnel soignant, ce n'est pas grand-chose mais c'était une manière d'être reconnaissant. [...] J'ai été agréablement surprise de tout l'élan de solidarité. »

Femme, 21 ans, étudiante et en emploi, Moissy-Cramayel

« On a eu beaucoup de dons à l'hôpital, alimentaires, des masques, des bons d'essence... et ça, pendant les deux mois du confinement, tous les jours. »

Femme, 55 ans, en emploi, Corbeil-Essonnes (La Nacelle)

Mais au fil des semaines, face à l'aggravation des conditions de vie et aux appels des associations, l'aide aux plus vulnérables s'est révélée comme l'une des formes de solidarité les plus incontournables dans la lutte contre les précarités.



Solidarité et échanges de services

29,2% ont accompagné, aidé d'autres personnes ou participé à une action de solidarité au sein d'une association ou non.

C'est davantage le cas :

- des retraités (34,6%)
- des diplômés de l'enseignement supérieur (30,7% contre 15,9% des non-diplômés)
- des actifs (30,4%)

Confinés, et après ?, Observatoire territorial, Grand Paris Sud, 2020

L'enquête Coconel précise que « contrairement à une certaine vision enchantée de la solidarité qui a pu prévaloir pendant la crise sanitaire de 2020, l'intensité des échanges de services est restée stable durant le confinement ». En effet, tout comme en temps ordinaire, quatre Français sur dix disent avoir rendu un service dans leur quartier et 29% en avoir reçu.

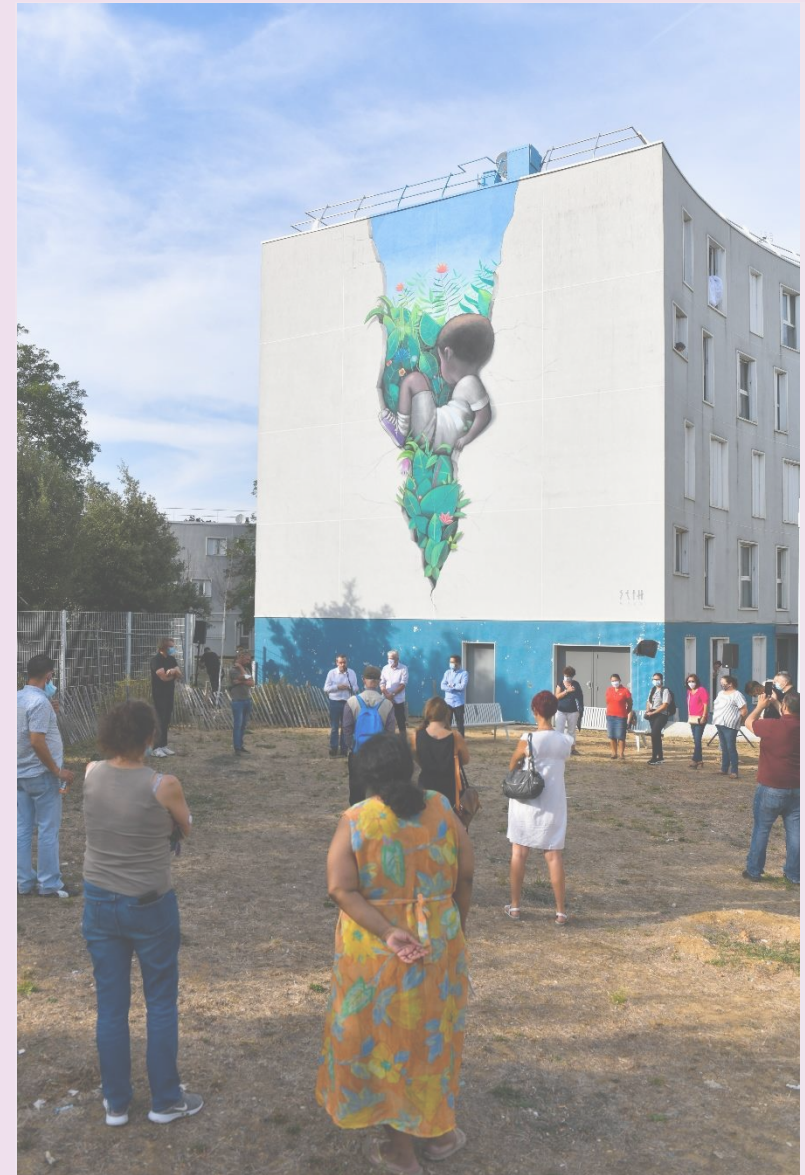
Par ailleurs, bien qu'ils soient actifs, les Français n'apparaissent pas égaux dans ces échanges : les professions intermédiaires, qui ont souvent continué à travailler hors domicile, et de manière plus marquée les inactifs, principalement composés d'étudiants et de populations en situation de grande précarité, sont ceux pour lesquels les sociabilités de voisinage ont le plus reculé comparativement à la période hors confinement.

→ **CO**ronavirus et **CON**finement (**COCONEL**), Enquête Longitudinale, Institut national d'études démographiques (**INED**), 2020

CONSTRUIRE UNE AGGLOMÉRATION INCLUSIVE

La crise sanitaire est venue exacerber les fractures sociales. De nombreuses situations se sont en effet révélées particulièrement complexes durant cette période, venant parfois amplifier celles auxquelles les populations les plus fragiles faisaient déjà face en temps ordinaire mais aussi en créant de nouvelles situations de précarité.

Il ressort également un besoin manifeste des habitants de s'exprimer sur leur vécu et, par la même occasion, une certaine volonté de faire évoluer le territoire par le biais de leurs témoignages.



« Il était une faille », festival Wall Street Art, Grigny, La Grande Borne, 2020

SOUTENIR LES HABITANTS

ACCOMPAGNER LES PLUS EN DIFFICULTÉS

Le panorama de la crise à Grand Paris Sud², réalisé à la sortie du confinement, a mis en évidence les premiers impacts socio-économiques de la crise sanitaire. D'une manière générale, pour beaucoup, les conditions de vie se sont (davantage) fragilisées.

27,7% des habitants de Grand Paris Sud ayant répondu au questionnaire déclarent en effet avoir subi une perte de revenus. Cela est particulièrement le cas des indépendants, des salariés du privé mais aussi des étudiants qui, en plus de leur cursus, avaient une activité professionnelle. Cette dégradation de la situation économique a de fait entraîné une exposition plus forte à la précarité, faisant basculer un pan de la population vers la pauvreté.

Plus d'un tiers des répondants disent avoir rencontré des difficultés financières pour faire face à leurs besoins (alimentation, loyer, emprunt,...) sur cette période et cela s'est avéré d'autant plus vrai pour les publics qui présentaient déjà des vulnérabilités : les habitants de QPV, les demandeurs d'emploi, les personnes au foyer ou dans une autre situation d'inactivité (handicap, incapacité ou interdiction de travailler,...) et les étudiants. Au-delà de ces profils, de nouveaux sont apparus, notamment parmi les actifs : les salariés du privé ainsi que les indépendants, davantage touchés par une perte de revenus.

Les associations d'aide aux personnes vulnérables consultées font toutes état d'une augmentation du nombre de bénéficiaires avec des profils non connus jusqu'à présent.

« Nous avons eu une augmentation des bénéficiaires lors du confinement. Ce sont des personnes qui ont vu leur entreprise fermer ou qui ont été licenciées car l'entreprise n'a pas pu faire face à la crise. Elles se sont retrouvées au chômage, avec une baisse du pouvoir d'achat. [...] Même si ce n'est pas une majorité, il y avait aussi des travailleurs au chômage partiel. [...] On s'est rendu compte qu'il y avait pas mal de personnes au chômage et de personnes issues des hôtels sociaux. On en a eu un grand nombre parmi les nouveaux demandeurs grâce au bouche à oreille et, souvent, ce sont aussi des personnes en situation irrégulière. »

Généractions 77, Savigny-le-Temple

² Panorama de la crise à Grand Paris Sud, Observatoire territorial, Grand Paris Sud, juin 2020.



Des conséquences économiques inégales

27,7% déclarent une perte de revenus, c'est davantage le cas :

- des indépendants (65,6%)
- des salariés d'une entreprise, d'un artisan ou d'un commerçant (40,1%)
- des étudiants (31,9%)

35% ont rencontré des difficultés financières pour faire face à leurs besoins, c'est davantage le cas de ceux :

- vivant en QPV (45,9%)
- à la recherche d'un emploi (62,9%), au foyer ou dans autre situation d'inactivité (56,3%) et des étudiants (34,9%)
- des indépendants (39,1%) et des salariés d'une entreprise, d'un artisan ou d'un commerçant (37,6%)

Confinés, et après ?, Observatoire territorial, Grand Paris Sud, 2020

L'enquête EpiCov permet d'analyser les conséquences financières du confinement sur les ménages. En mai 2020, 23% déclaraient une situation financière dégradée et celle-ci était d'autant plus importante que les revenus initiaux étaient faibles. 27% d'entre eux jugeaient leur situation difficile et 7% qu'ils ne pourraient s'en sortir sans s'endetter. Les plus affectés sont les indépendants, les ouvriers, les ménages avec enfants. Si un tiers des personnes en emploi étaient passées par le chômage technique ou partiel, les jeunes récemment entrés sur le marché du travail sont ceux qui ont le plus subi la crise, ne voyant pas leurs contrats reconduits.

→ Enquête Epidémiologie et conditions de vie (EpiCov), DREES, INSERM, Santé Publique France, INSEE, 2020

Face à ces difficultés, un élan de solidarité s'est mis en place et une partie de la population a pu bénéficier d'aides. C'est le cas de 5% des répondants et 12,9% auraient aussi souhaité en avoir. Dans les deux cas, les aides alimentaires et financières apparaissent au premier plan, permettant aux bénéficiaires de supporter une partie de leurs dépenses en reportant l'essentiel de leurs efforts financiers sur les autres charges.

Ces impacts sur la sphère économique suscitent, pour certains, de l'inquiétude quant à la réduction de leur activité professionnelle, voire la perte de leur emploi ou de leur entreprise. De leur côté, les trois-quarts des demandeurs d'emploi craignent de ne pas retrouver d'activité et un peu moins de la moitié des étudiants de ne pas obtenir de stage ou d'apprentissage. Globalement, cinq étudiants sur dix sont inquiets pour la poursuite de leurs études.

« Pour le moment, j'ai pu maintenir les emplois au sein de mon entreprise, en partie grâce au chômage technique. Mon inquiétude, c'est qu'on perde une bonne partie de nos marchés. Je ne suis pas du tout serein pour l'avenir. [...]

Mon fils veut faire des études supérieures en alternance dans l'informatique. Trouver une entreprise qui veuille des alternants sur 2 ou 3 ans ça va être très compliqué. Il risque même de faire une année « blanche » [...] Il a envoyé près d'une quarantaine de CV et il n'a aucune réponse. Ça amène un certain nombre de questionnements pour lui et pour nous en tant que parents. »

Homme, 42 ans, indépendant, Lieusaint

« Je ne pensais pas avoir de problèmes financiers malgré mon chômage partiel mais je me suis vite rendue compte que si. Le CCAS m'a alors informée de la prime COVID. [...] Le fait que les cas repartent à la hausse m'interpelle. S'il n'y a pas d'école, ça porte préjudice aux mamans solos. Au vu des circonstances économiques, il y a de grandes probabilités que je fasse partie du lot qui soit amené à quitter l'entreprise si je ne peux pas me rendre disponible. »

Femme, 34 ans, en emploi, Grigny (Grigny 2)

Si la crise sanitaire et sociale a en effet entraîné des répercussions non-négligeables sur le niveau de vie d'une partie des habitants du territoire, ces derniers s'interrogent sur leurs impacts à long terme et le risque que leurs difficultés perdurent.



Des vulnérabilités exacerbées

Selon le baromètre pauvreté du Secours populaire, les Français n'ont jamais été aussi nombreux à mettre beaucoup d'argent de côté, mais aussi à être sur le point de basculer dans la précarité. Parmi les demandeurs, 45% étaient jusque-là inconnus de l'association. 40% des Français, dont 64% des plus modestes, se restreignent sur la qualité de leur alimentation, 25% sur la quantité, 14% sautent des repas.

→ **Baromètre pauvreté, Ipsos/Secours populaire, septembre 2020**

5% des répondants **ont reçu une aide**, 12,8% auraient souhaité en avoir.

C'est davantage le cas des **habitants en QPV**, des **personnes au foyer**, à la recherche d'un emploi ou dans une autre situation d'inactivité et des étudiants.

Parmi eux :

39% ont eu une aide alimentaire, **66,7%** en QPV

21% ont eu une aide financière, **30,8%** en QPV

Parmi les sujets de préoccupations :

19,3% craignent des difficultés financières

17,6% des salariés et indépendants de perdre leur emploi ou leur entreprise

13% une réduction durable de leur activité professionnelle

52% des étudiants sont inquiets quant à la poursuite de leurs études

43,9% de ne pas trouver de stage ou d'apprentissage

73,9% des demandeurs d'emploi craignent ne pas trouver d'emploi

40,4% sont inquiets pour leur avenir professionnel ou celui de leurs proches.

Confinés, et après ?, Observatoire territorial, Grand Paris Sud, 2020

LUTTER CONTRE LA FRACTURE NUMÉRIQUE

La question des équipements numériques et la capacité à les mobiliser a joué un rôle central dans le vécu de cette période. Unique moyen de garder contact avec l'extérieur, notamment avec ses proches, avoir un outil de communication a été primordial dans le maintien d'une certaine sociabilité.

Au-delà du relationnel, ils se sont souvent révélés nécessaires pour combler le temps libre et surtout indispensables dans le cadre du télétravail et de la continuité éducative. Alors que les services publics fonctionnaient en mode dégradé, il s'agissait aussi de pouvoir réaliser ses démarches à distance, tant sur le plan administratif que de la santé avec le possible recours à la télémédecine par exemple.

Si la grande majorité des répondants au questionnaire s'estiment être suffisamment équipés en matériel et accès numériques³, 8,8% pensent le contraire. Cela est alors davantage le cas des habitants de QPV pour lesquels cette proportion monte à 15,3% et de ceux ayant passé leur confinement dans un logement occupé par au moins 5 personnes.

Alors qu'en temps ordinaire, les équipements disponibles à domicile pouvaient répondre aux besoins du ménage, lors du confinement, leur nombre a pu se révéler insuffisant, engendrant des situations parfois conflictuelles et une continuité éducative difficile.

« En matière informatique, nous avons deux problématiques. La première, c'est que quelques fois les familles n'étaient pas équipées en matériel informatique. La seconde, c'est qu'elles ne savent pas très bien s'en servir et elles étaient démunies par rapport à ce qui était demandé à l'enfant via l'ENT ou le collège. [...] Certains enfants ont été complètement coupés de l'école pendant 3 ou 4 mois. [...] J'ai été confronté à une collégienne qui, au départ, ne possédait qu'un smartphone qu'elle partageait avec la famille. [...] Ce qui est angoissant, c'est que si ces problématiques perdurent, un certain nombre d'élèves pourraient vraiment abandonner. [...] Ce n'est pas qu'une question de matériel, mais aussi d'accompagnement. »

Entraide scolaire amicale, Sénart

³ Donnée sous-estimée : répondre au questionnaire en ligne impliquait d'être équipés d'un outil et d'un accès internet.



Le poids de l'illectronisme

8,8% des répondants jugent leur foyer pas suffisamment équipé en matériel et accès numérique

- 15,7% de ceux qui vivaient à 5 et +
- 15,3% des habitants en QPV

11,5% évoquent l'absence d'équipements pour le travail scolaire (ordinateur, internet, imprimante)

- 23,5% des habitants en QPV

12,7% de ceux qui auraient aimé être aidés citent la mise à disposition d'un équipement numérique

Confinés, et après ?, Observatoire territorial, Grand Paris Sud, 2020

Si le taux de personnes de 15 ans et plus résidant en France (hors Mayotte) et ne disposant d'aucun accès internet depuis leur domicile est en baisse ces dix dernières années, des inégalités subsistent. Ce sont en effet les personnes les plus âgées, les moins diplômées, aux revenus modestes (soit les profils les plus à même d'avoir vécu plus difficilement le confinement) qui sont les plus touchées par le défaut d'équipement comme par le manque de compétences numériques.

En 2019, 12% des 15 ans et plus n'ont pas d'équipement internet à domicile, 47,3% présentent au moins une incapacité (recherche d'information, communication, logiciel ou résolution de problème). Ces proportions atteignent 53,2% et 90% chez les 75 ans et plus, 34,1% et 84,2% chez les non-diplômés, 15,7% et 57,7% pour les ménages modestes.

17% de la population se trouve en situation d'illectronisme, c'est le cas de 1,6% des usagers d'Internet.

→ **Technologie de l'information et de la communication (TIC) ménages, INSEE, 2019**

« Nous n'avons pas de désertification informatique au sein de nos usagers. Même les plus nécessiteux ont une tablette ou un portable. Par contre, nous avons constaté dès le départ que le problème se posait pour les familles nombreuses puisque les enfants avaient tous besoin d'un ordinateur pour travailler. [...] Le frein à l'outil informatique, c'est sa méconnaissance [...] souvent, les parents sont réfractaires à son utilisation par les enfants parce que eux, ne le connaissent pas. »

Réseau d'échanges réciproques de savoirs (RERS), Évry-Courcouronnes

Les associations d'aide aux devoirs du territoire consultées ont souligné ces relations compliquées avec les enfants du fait de l'absence d'équipements mais aussi de l'incapacité de certains parents à pouvoir les aider dans l'utilisation de l'outil informatique d'une manière générale et plus particulièrement de suivre les devoirs via l'espace numérique de l'Education nationale.

D'autre part, c'est la capacité des individus à utiliser ces outils et à effectuer des démarches en ligne qui est remise en cause. L'accueil de nombreuses administrations ayant été fermé pendant la période de confinement, l'accès aux droits des personnes en difficulté devait se faire par internet, ce qui s'est révélé impossible pour certaines du fait de leur illettrisme.

« Les lieux d'accueil ont été fermés dans de multiples administrations et nous avons des personnes perdues devant ces portes closes. Elles n'étaient pas forcément équipées pour faire des démarches à distance. »

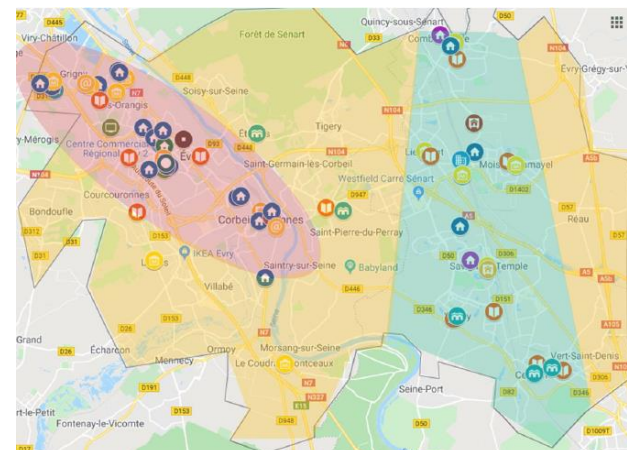
Secours Catholique Essonne, Évry-Courcouronnes

Utiliser une adresse mail, scanner un document, ajouter une pièce jointe n'est pas toujours maîtrisé. Les associations d'aide aux femmes battues ont, entre autres, souligné la difficulté d'effectuer leur travail à distance, du fait d'un manque de relationnel direct, mais aussi de l'impossibilité pour certaines personnes de transmettre des documents permettant d'évaluer leurs droits, pouvant générer des situations de rupture. L'illectronisme participe de ce fait à l'exclusion des personnes les plus vulnérables.



Un diagnostic pour un plan d'actions pour l'inclusion numérique à Grand Paris Sud

Analyse globale du maillage d'offre d'inclusion numérique au regard des spécificités des territoires à Grand Paris Sud*



*Cartographie réalisée sur la base des acteurs ayant répondu à l'enquête.

Les territoires moins denses et très peu couverts par l'offre d'inclusion numérique

Pop 2019 : 65 830	Offres : 15
~ 4 600 personnes à assister	6 offres d'accès
~ 12 500 personnes à former	7 offres d'assistance
~ 9 200 personnes à appuyer	2 offres de formation

Les territoires très denses, avec une population fragile mais fortement maillés par l'offre d'inclusion numérique

Pop 2019 : 176 900	Offres : 74
~ 12 400 personnes à assister	22 offres d'accès
~ 33 600 personnes à former	23 offres d'assistance
~ 24 800 personnes à appuyer	19 offres de formation

Les territoires attirant les familles, à la couverture intermédiaire en inclusion numérique

Pop 2019 : 108 900	Offres : 44
~ 7 600 personnes à assister	17 offres d'accès
~ 20 700 personnes à former	17 offres d'assistance
~ 15 250 personnes à appuyer	10 offres de formation

→ We tech care, Direction politique de la ville, Grand Paris Sud

S'EXPRIMER, UN BESOIN NÉCESSAIRE

PARTAGER SON VÉCU

L'un des premiers grands résultats de l'ensemble de l'écoute des habitants du territoire a été l'intérêt suscité par la démarche. Leur participation montre un besoin d'expression, une réelle volonté de partager les vécus, de donner une vision de la situation générée par la crise sanitaire et sociale. L'ambiance anxiogène, l'incertitude du lendemain, les changements dans les modes de vie, le vécu plus ou moins difficile du confinement et de ses conséquences, soulèvent la nécessité d'une prise de recul quant à cet épisode inédit, notamment en s'interrogeant sur la façon dont il a été vécu par d'autres.

Par ailleurs, la participation a été particulièrement active car au-delà d'avoir répondu simplement au questionnaire, ce sont également 453 personnes qui se sont portées volontaires pour être de nouveau contactées et approfondir l'échange de manière qualitative, autour d'une conversation téléphonique. Cela est d'autant plus intéressant que la démarche a mobilisé des habitants aux profils et aux vécus divers.

On retrouve parmi les volontaires une majorité d'habitants se sentant au regard de leur situation aux antipodes les uns des autres.

Il s'agit, d'une part, de ceux souhaitant partager une expérience très positive du confinement dans l'objectif de donner une autre vision de cette période, majoritairement connotée négativement.

D'autre part, plus nombreux, de ceux ayant vécu une situation plutôt complexe avec notamment parmi eux davantage de demandeurs d'emploi, de retraités, de personnes seules ou à l'inverse, de ménages constitués de 6 personnes et plus, par là-même ayant rencontré plus souvent des situations de suroccupation et, de manière plus marquée, des difficultés financières. C'est-à-dire une population en situation de fragilité matérielle et sociale, davantage touchée par les impacts de la crise et particulièrement éloignée, en temps ordinaire, des démarches de consultation.

Bien qu'étant dans une approche différente, il ressort clairement que la démarche initiée ces derniers mois répond à un besoin certain, et pour tous, de s'exprimer.



Une volonté de témoigner

2 740 **répondants** au questionnaire en deux semaines, à la sortie du confinement

453 **volontaires** pour être recontactés et mener une conversation téléphonique sur le sujet

416 **jeunes** mobilisés dans le cadre de « COVID ton sac » en un temps restreint
→ La moitié de ceux interrogés par questionnaire désirent être consultés sur d'autres thématiques

« Je me suis dit que voir le témoignage d'autres personnes m'aiderait à comprendre comment ils ont vécu cette période, peut-être me déculpabiliser aussi sur certains points, voir d'autres expériences que la mienne. Ça pourrait aussi rassurer d'autres personnes en constatant qu'on a vécu la même chose. Partager une expérience et pouvoir s'aider. »

Femme, 21 ans, étudiante et en emploi, Moissy-Cramayel

« J'étais curieuse de répondre dans un premier temps au questionnaire. C'est d'ailleurs une bonne idée pour connaître le ressenti des gens. Ensuite, j'ai pensé que mon témoignage pourrait être utile, notamment pour contre balancer des témoignages de personnes qui ont vécu une expérience très négative du confinement. »

Femme, 22 ans, étudiante, Boulogne-Billancourt (confinement à Cesson)

FAIRE VIVRE LE TERRITOIRE

La crise sanitaire et plus particulièrement le confinement ont entraîné un certain nombre de difficultés auxquelles les habitants du territoire ont su répondre par la mise en place d'initiatives solidaires, notamment envers les plus nécessiteux. Autant de démarches qui s'inscrivent dans la proximité et qui, parfois, ont aussi suscité de nouveaux engagements.

Il ressort également que ce soutien au territoire et notamment à son tissu économique doit passer par ailleurs par un nouveau mode de consommation où le local a toute son importance.



Boulangerie, Villabé, 2020

AGIR SUR LE TERRITOIRE

S'ENGAGER DANS UNE SOLIDARITÉ DE PROXIMITÉ

Souvent parties d'initiatives très locales, au niveau d'un bâtiment, d'une rue, d'un quartier, l'objectif des démarches de solidarité était avant tout de maintenir des liens sociaux avec les plus démunis et d'affronter les fragilités aussi diverses soient-elles. Entre venir en renfort des équipes bénévoles associatives et développer des actions de voisinage non organisées, la majorité des engagements sont fondés avant tout sur la proximité. Car en effet, si la plupart des bénéficiaires ont reçu une aide de la part de leurs proches, famille ou amis, le voisinage a également été très mobilisé. Du fait du confinement sur les lieux d'habitations, de nouvelles relations entre voisins sont nées quasi naturellement, créant une solidarité spontanée de proximité.

« Cela fait plus de 10 ans que je suis dans cette rue et on s'est aperçu qu'on ne se connaissait pas entres voisins. Donc on a créé du relationnel et aujourd'hui j'ai des voisins avec qui je parle et on se rend des services. »

Homme, 58 ans, en emploi, Saint-Germain-lès-Corbeil

« J'ai fait un peu de bénévolat dans l'immeuble. [...] J'ai créé un petit réseau d'entraides en fonction des besoins des gens, que ce soit de la nourriture, des vêtements,... J'ai eu pas mal de contacts avec les associations, surtout celles intervenant auprès de familles avec enfant handicapé. J'ai fait à manger pour l'hôpital de Corbeil. Même si dans la vie, j'ai beaucoup de contraintes, je me sens obligée de faire aussi pour les autres. [...] Ca a changé ma vision du monde. Je me suis rendue compte que les gens pouvaient être solidaires entre eux s'ils étaient poussés à l'être. En temps normal, on dit juste bonjour à nos voisins. Et là, j'ai amené à manger à certains car je sais qu'ils sont retraités, qu'ils ont peu de moyens. »

Femme, 34 ans, en emploi, Grigny (Grigny 2)



Une solidarité de voisinage

Selon les enquêtes CoCo, un peu plus de la moitié de la population a reçu une aide durant le confinement. Pour un tiers, elle provenait de la famille et d'amis proches et pour 13,1% du voisinage. Les enquêtes révèlent également qu'au fil du temps, l'aide des voisins a progressivement augmenté.

Sept personnes sur dix déclarent avoir aidé au moins une fois quelqu'un durant le confinement, 28,2% dans le cadre du voisinage, c'est-à-dire presque autant qu'auprès de la famille (33,5%) et beaucoup plus que des amis (14,9%). Le confinement a alors favorisé des engagements solidaires basés sur des liens « courts », de proximité, et « faibles », auprès de personnes considérées comme non-proches.

→ **Coping with COVID-19/Faire face au COVID-19, Observatoire sociologique du changement (OSC), Centre de données socio-politiques de Sciences Po (CDSP), 2020**

Dans ce contexte, les réseaux sociaux ont joué un rôle particulièrement important, donnant à chacun la possibilité de venir en aide aux autres. Ils ont été l'une des principales sources d'information. Ils ont en effet permis de créer des communautés virtuelles locales en mettant en relation les habitants d'un même quartier, d'une même commune, de faire le lien entre des personnes qui rencontraient des difficultés et des particuliers ou des organismes susceptibles de les aider, de participer à des actions solidaires souvent coordonnées par les associations, les municipalités mais aussi parfois par les habitants eux-mêmes.

« J'étais sur un groupe Facebook des habitants de ma commune où il y avait des personnes qui avaient des questions d'ordre administratives donc j'essayais de leur répondre... [...] Certaines avaient par exemple besoin d'attestations de sortie. Il s'est créé une petite chaîne solidaire où on imprimait des formulaires, pour éviter que les gens aient à tout écrire à la main, et on allait les déposer dans les boîtes à livres, pour que les gens puissent les récupérer. »

Homme, 58 ans, en emploi, Saint-Germain-lès-Corbeil

Ainsi, si toutes les associations ont évoqué les difficultés auxquelles allait faire face la population dans le futur, nombre d'entre-elles ont souligné le vent de solidarité qui s'est levé autour du voisinage pendant cette période difficile.

« Nous avons senti un élan des habitants sur tout ce qui pouvait inquiéter leurs voisins. »

Réseau d'échanges réciproques de savoirs (RERS), Évry-Courcouronnes

« J'ai trouvé tellement encourageant que les associations de la Grande Borne soient toujours sur le terrain. [...] La solidarité a toujours été présente et c'est grâce à cela que nous arrivons à avancer. »

REV'ART, Grigny

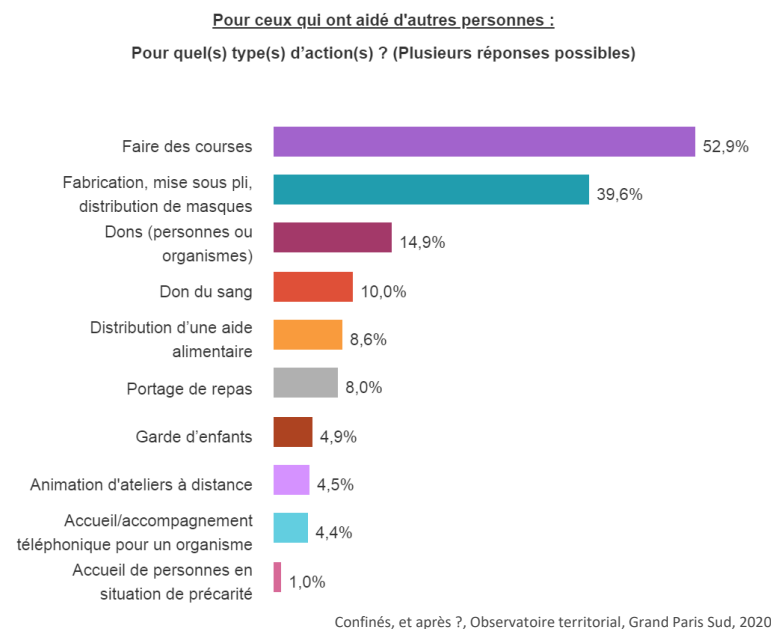
Parmi les actions menées, on retrouve effectivement majoritairement celles qui se réalisent dans la proximité et qui répondent aux besoins locaux créés par la crise : faire des courses, fabriquer, mettre sous pli, distribuer des masques, faire des dons à des personnes ou des organismes, donner son sang, distribuer des denrées alimentaires et porter des repas, entre autres. Le confinement a alors permis de resserrer des liens avec le territoire.



Diverses formes de soutien

Dans son étude de l'utilisation des réseaux sociaux durant le confinement, l'institut IPSOS relève des pics de conversations suite aux différentes annonces des mesures de confinement, le plus important étant observé le 17 mars. C'est avant tout les conséquences du confinement qui y sont abordées. Le contenu des conversations contient alors à 26% les bouleversements des modes de vie et 19% les mesures sanitaires. Néanmoins, les témoignages sur le vécu du confinement et des formes de soutien se multiplient au travers de messages d'encouragement, d'échanges de conseils et de bons plans.

→ **Analyse sémantique sur plus de 3 millions de messages publics, IPSOS, 2020**



ACCOMPAGNER LES NOUVEAUX ENGAGEMENTS

Si la très grande majorité des habitants de Grand Paris Sud ayant répondu au questionnaire et participé à une action de solidarité durant le confinement, l'avait déjà fait auparavant, ce n'était pas le cas d'un peu plus du tiers pour lesquels ce type de démarche était une nouveauté. Disposant d'un temps libre plus important, confrontés au confinement et à ses impacts, une envie d'agir et de se rendre utile, s'est fait ressentir chez beaucoup et certains s'engageaient dans ce type de démarche pour la première fois.

Nombreuses ont été les associations à relayer des appels aux renforts de leurs équipes bénévoles qui, dans le contexte du confinement, ont pu se trouver affaiblies par le risque de contagion, par l'obligation d'avoir des autorisations spéciales pour rejoindre les locaux,...

Elles ont été confrontées à de nombreux changements organisationnels et à une demande variée et accrue des bénéficiaires qui n'a pas été sans difficultés mais auxquelles elles semblent avoir fait face. Elles étaient néanmoins dans une expectative forte face à d'éventuelles nouvelles mesures à venir, qui pourraient les contraindre de nouveau à se réorganiser. Beaucoup d'associations ont tout de même fait part de leur confiance en l'avenir de leur action.

« Nous gardons espoir pour le futur de l'association. Le COVID nous a chamboulé pas mal de choses. Ce que nous avons pu constater, c'est que le militantisme et le bénévolat sont là. Les gens sont de plus en plus demandeurs. J'ai été agréablement surpris pendant ces deux mois de confinement. [...] Ce sont les gens qui nous appelaient directement pour dire : j'ai du temps à consacrer, qu'est-ce que je peux faire ? J'aime donc à croire que le futur de l'association est positif, que nous serons encore là. »

Réseau d'échanges réciproques de savoirs (RERS), Évry-Courcouronnes

« J'envisage le futur de l'association positivement car nous nous battons et nous nous accrochons. Malheureusement, vu le contexte de la crise sanitaire, nous avons du mal à nous projeter. Nous sommes là, nous agissons, nous mettons des choses en place sur du court terme. »

REV'ART, Grigny



Solidarité et échanges de services

37,6% n'avaient jamais participé à une action d'entraide avant le confinement

Parmi les changements d'habitudes durant le confinement :

13,3% souhaitent continuer à consacrer du temps aux autres

6,4% souhaitent poursuivre leur engagement pour une cause

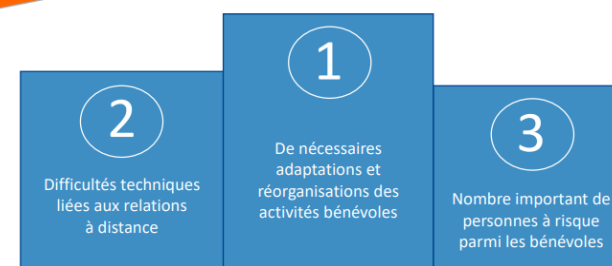
→ C'est plus particulièrement le cas des **moins de 30 ans**

Confinés, et après ?, Observatoire territorial, Grand Paris Sud, 2020

Impacts sur le bénévolat

Juin 2020

Le top 3 des difficultés rencontrées :



Source : Enquête Recherches & Solidarités – Mouvement associatif – RNMA – CNEA – France Générosités, auprès de 12 248 responsables associatifs, entre le 14 mai et le 15 juin 2020. Représentativité de l'échantillon assurée par la méthode des quotas appliquée aux variables « secteurs d'activités » et « budget ».

→ La France associative en mouvement, Recherche et Solidarité, 2020

Pour d'autres, le confinement a été révélateur de manques de services, les poussant à créer eux-mêmes leur structure associative.

« Certaines familles qui rencontrent les mêmes difficultés que moi, qui ont un enfant handicapé, ont des lacunes en français, ont peur, ont honte, ne connaissent pas leurs droits. J'ai absorbé beaucoup de demandes de ces familles qui étaient en détresse totale [...] En analysant les demandes des autres familles, avec ma psychologue, on s'est mises d'accord pour créer une association. [...] L'objectif sera que les enfants en situation de handicap et scolarisés partiellement, puissent avoir une continuité pédagogique et des semaines complètes comme tous les autres, avec des professionnels. Et de soulager les parents parce qu'il n'est pas possible de reprendre une activité avec le transport à gérer, des rendez-vous en journée... »

Femme, 34 ans, en emploi, Grigny (Grigny 2)

Au-delà du milieu associatif, de nouvelles formes d'engagement de proximité, plus informelles, libres et spontanées ont vu le jour touchant un public plus large, en recherche d'utilité sociale tout en s'affranchissant des contraintes souvent associées au milieu associatif qui rappelons-le, reste l'apanage d'un public spécifique : principalement des personnes âgées et avec un niveau de diplôme élevé, entre autres. Les relations de voisinage et les actions de solidarité entreprises dans ce cadre ont alors probablement mieux permis à tous, quel que soit son profil, de mener au moins une action et éventuellement de susciter de nouveaux engagements.

Les jeunes interrogés dans le cadre de « COVID ton sac » manifestent tout particulièrement l'intérêt d'un engagement « post-it », plus court et ponctuel, variable dans le temps tant dans sa forme que sur les sujets de mobilisation. Il ressort que les interventions dans le domaine de la solidarité autour de la santé (soutien aux personnels soignants, fabrication et distribution de masques, dons du sang,...), du maintien du lien social (soutien aux personnes isolées), de l'engagement associatif (maraudes, aides alimentaires, ...) et de la solidarité matérielle (divers dons, fabrication de masques) constituent leurs principales envies d'engagement.

Néanmoins, particulièrement sensibles aux questions environnementales, et d'autant plus durant cette période, la transition écologique apparaît également comme un domaine d'engagement à exploiter.



De nouvelles formes d'engagement ?

30% des jeunes interrogés par questionnaire disent avoir envie de s'engager.

- 51% sur de la solidarité de proximité et de façon ponctuelle (aide aux voisins, maraudes, dons, aide alimentaire,...)
- 11% expriment l'envie tout en étant indéterminés dans la cause à défendre
- 7% sur la protection de l'environnement (déchets)

0

Percée du télébénévolat



Source : Enquête Recherches & Solidarités auprès de 2 365 bénévoles, entre le 28 avril et le 14 mai 2020. Représentativité de l'échantillon assurée par la méthode des quotas appliquée aux variables « genre » et « âge ».

→ La France associative en mouvement, Recherche et Solidarité, 2020

CONSOMMER LOCAL

FAVORISER DE NOUVEAUX MODES DE CONSOMMATION

Consommer local et plus globalement français apparaît comme une grande tendance de ces dernières années. Nombreux sont en effet les consommateurs qui dorénavant déclarent acheter autant que possible des produits français et surtout de proximité.

Le confinement a été propice à une remise en question des modes de consommer et de plus en plus d'individus portent un intérêt à la qualité des produits et à leur provenance. Cela est d'autant plus vrai en période de crise où une certaine défiance s'accroît face à la peur de la contagion, poussant à un repli sur soi et à l'autosuffisance.

Avec la fermeture des frontières et, de ce fait l'importante perturbation en réapprovisionnement, une hostilité à l'égard de la globalisation a été exprimée.

« J'étais déjà convaincue que la mondialisation n'était pas forcément une bonne chose et qu'il fallait garder du savoir-faire sur nos territoires. On a vu beaucoup de limites quand même à l'organisation mondiale. »

Femme, 36 ans, en emploi, Savigny-le-Temple (Droits de l'Homme)

Pour beaucoup, la crise sanitaire n'a fait que conforter des pratiques déjà adoptées : moins d'achats dans les grands centres commerciaux, mobilisation des artisans et commerçants de proximité, intérêt pour les produits bio.

« De base je ne suis pas une grande fan de tout ce qui est supermarchés. [...] J'essaie de consommer local, bio. Le confinement n'a pas changé nos méthodes de consommation. »

Femme, 54 ans, au foyer, Corbeil-Essonnes

Pour d'autres, cet épisode est venu modifier les manières de consommer. Parmi les changements d'habitudes opérés durant le confinement, 30,4% des répondants au questionnaire souhaitent poursuivre à consommer local, 23,9% à faire leurs achats dans de plus petits commerces et notamment ceux de proximité et 25,5% de manière moins fréquente. Plus on avance dans l'âge et plus ces paramètres apparaissent importants. C'est donc plus particulièrement les retraités, par ailleurs davantage à la recherche de proximité, qui sont les plus concernés mais tous, à l'exception des plus jeunes, semblent sensibles à ces questions. Finalement, durant le confinement, cet engouement pour la consommation locale n'en a été que renforcé.

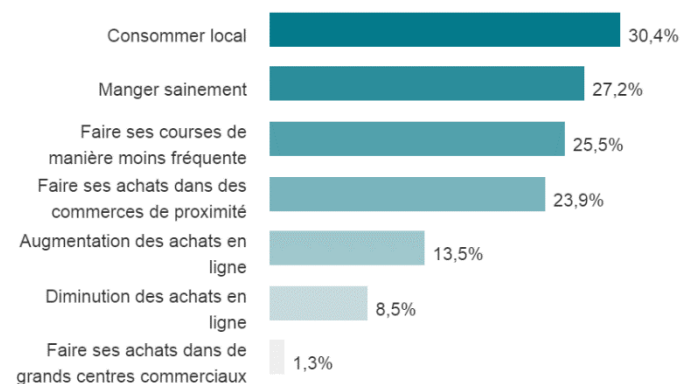


Une nouvelle façon de consommer

Selon les résultats d'une enquête IPSOS, 62% des Français font souvent ou parfois leurs courses alimentaires dans des commerces de proximité et 57% sur le marché. Comparativement à il y a 5 ans, 82% privilégient les produits français et 77% les producteurs locaux dès qu'ils le peuvent.

→ **Les Français et la consommation en circuit local, IPSOS pour l'Observatoire E. Leclerc des nouvelles consommations, octobre 2019**

Quel(s) changement(s) dans vos habitudes durant le confinement souhaitez-vous poursuivre ? (Plusieurs réponses possibles)



Confinés, et après ?, Observatoire territorial, Grand Paris Sud, 2020

Les Franciliens pensent changer leurs habitudes d'achat une fois l'épidémie passée : 39% durablement, 21% temporairement, en privilégiant notamment les produits locaux et le « made in France ».

→ **Les Franciliens et le COVID-19, Institut Paris Région, juin 2020**

SOUTENIR LE TISSU ÉCONOMIQUE LOCAL

La crise sanitaire et le confinement ont eu de nombreuses répercussions sur le tissu économique. Certains habitants interrogés déclarent alors avoir aussi recours aux initiatives locales dans l'objectif de valoriser le savoir-faire des producteurs et des artisans du territoire et par là-même soutenir leur activité.

« Je vais davantage dans les petites enseignes, de manière locale, aussi pour aider les locaux à faire repartir leur activité. »

Femme, 36 ans, en emploi, Savigny-le-Temple (Droits de l'Homme)

En consommant local, ils ont ainsi pleinement conscience de participer au développement du territoire, à lutter contre la délocalisation de certaines activités, de favoriser les circuits courts, de renforcer le maillage agricole et de dynamiser les cœurs de villes. Pour beaucoup, le soutien au tissu économique apparaît comme primordial et parfois même comme une priorité pour l'avenir du territoire.

« Il faut peut-être qu'on apprenne à reprendre l'industrie de manière à ce que l'on puisse avoir du travail et être indépendant lorsqu'une telle crise se présente. [...] Il faudrait refaire travailler le territoire, consommer local, créer de l'emploi par rapport à ça. Pour moi, le principal changement serait de faire vivre l'économie locale. »

Homme, 42 ans, indépendant, Lieusaint

« Avoir plus de consommation locale avec des producteurs locaux, privilégier les circuits courts car on s'est rendu compte à quel point nous étions dépendants des transports routiers internationaux. Mettre plus avant ce qu'on a à proximité car on ne le sait pas parfois, comme par exemple des fermes. Car nous n'y allons pas par ignorance. »

Femme, 21 ans, étudiante et en emploi, Moissy-Cramayel

Suite à la fermeture des restaurants, des bars et de plusieurs marchés, les producteurs locaux, entre autres, ont rencontré des difficultés à vendre leurs produits alors même que la demande semble bien présente.



Exploitations et circuits courts

23,9% souhaitent, parmi leurs changements d'habitude, continuer à acheter dans des commerces de proximité.

Confinés, et après ?, Observatoire territorial, Grand Paris Sud, 2020

62 exploitations sont recensées à Grand Paris Sud

La Surface agricole utile (SAU) est de 5 315 ha à Grand Paris Sud soit un quart du territoire communautaire.

Des pratiques raisonnées

La plupart des exploitants de Grand Paris Sud se disent attentifs à « raisonner » leurs pratiques agricoles.

Par ailleurs :

- Deux pratiquent l'agriculture biologique, il s'agit d'exploitations de grandes cultures ;
- Un exploitant a développé un potager bio en marge de la cueillette ;
- Une exploitation développe des pratiques de conservation raisonnée des pommes de terre ;
- Les communes de Moissy-Cramayel et Savigny-le-Temple cultivent des fruits et légumes en agriculture biologique.

8 points de distribution en circuits courts directement à la ferme sur le territoire

Source : SAFER Ile-de-France, Grand Paris Sud.

Si différentes initiatives ont vu le jour pour inciter à la vente en ligne, à la mise en place de drives fermiers ou encore le recours à des lieux d'approvisionnement de proximité, le manque d'information sur l'existant peut apparaître comme un frein. À celui-ci, s'ajoute les prix jugés trop élevés et parfois la nécessité de se rendre tout de même en magasin du fait d'un manque de diversité et de disponibilité de l'offre.

« J'ai fait travailler les petits producteurs avec de la livraison à distance. Je suis tombée sur un site internet peu de temps avant la fin du confinement qui regroupe plusieurs exploitants, que ce soit en légumes, en fromage,... Par contre, le coût financier est beaucoup plus important. Après le confinement, je n'ai pas continué. Les produits proposés en soi étaient bien mais le coût trop cher. Je continue d'aller en grande surface. »

Femme, 42 ans, en emploi, Bondoufle

« Les achats, du fait que l'on soit confiné, ont été quand même plus importants que d'habitude. Le budget a quasiment doublé. J'ai essayé de faire des courses auprès des agriculteurs locaux pour les soutenir. Mais c'est vrai que tout est malheureusement trop cher et j'ai souvent fait comme tout le monde, je suis allée en grande surface. »

Femme, 34 ans, en emploi, Grigny (Grigny 2)

L'attrait pour la consommation locale et le recours aux entreprises du territoire représente une opportunité pour le développement du tissu économique de proximité. Producteurs, restaurateurs, commerçants et distributeurs sont, entre autres, concernés par cette tendance de fond autour de laquelle gravitent d'autres valeurs. Parmi elles, il s'agit de consommer davantage de produits sains et d'être plus respectueux de l'environnement en privilégiant les circuits courts.



Les circuits courts en soutien aux producteurs

« La Ruche qui dit oui ! », un des principaux acteurs des circuits courts a mené une enquête auprès de 6 000 nouveaux adhérents durant le confinement.

57,5% se sont lancés dans cette démarche d'abord pour **soutenir les producteurs locaux**

38,3% pour consommer des produits plus sains

34,3% pour découvrir de nouvelles saveurs

+ 30 000 nouveaux clients depuis le début du confinement

→ La Ruche qui dit oui !, 2020

VERS UN MODE DE VIE SOUCIEUX DE L'ENVIRONNEMENT

Les préoccupations à l'égard de l'environnement ont particulièrement gagné du terrain ces dernières années et cela s'est révélé encore plus vrai durant la crise. Les habitants du territoire, dont certains ont déjà un mode de vie participant à la préservation de l'environnement, font de la lutte contre la pollution l'une des priorités à mener. Cela paraît d'autant plus important que la présence d'espaces naturels participe pleinement au bien-vivre et par là-même à l'attractivité du territoire.



Parc urbain, Cesson, 2020

ADOPTER DES RÉFLEXES ÉCOLOGIQUES

LUTTER CONTRE LES DÉCHETS ET LE GASPILLAGE

Au-delà de la manière de consommer, le confinement a plus globalement permis de remettre en cause notre rapport à la nature et de prendre conscience des enjeux environnementaux liés. L'entrée en vigueur du confinement et l'important ralentissement des activités humaines et économiques, ont induit des effets notables sur l'environnement que les habitants du territoire souhaitent voir poursuivre.

Certains d'entre eux ont adopté des réflexes écologiques, les plus cités étant la gestion des déchets, une moindre utilisation des emballages et la lutte contre le gaspillage.

« Le confinement a accentué mon regard par rapport à l'environnement. Et on s'est bien rendu compte que le fait qu'il y ait moins de circulation était positif. L'environnement a changé et faut continuer dans cette optique. Protéger au maximum et au mieux la planète, du moins essayer. »

Femme, 34 ans, en emploi, Grigny (Grigny 2)

D'ailleurs, les jeunes rencontrés dans le cadre de « COVID ton sac » expriment un intérêt certain pour ce champs puisqu'il apparaît être, après la solidarité, l'une des causes pour lesquelles ils seraient prêts à agir. L'analyse de leur discours démontre même que cette appétence pour l'environnement était préexistante à la période de confinement et certains d'entre eux étaient d'ailleurs déjà engagés sur ce sujet.

La recrudescence des dépôts sauvages durant le confinement, parmi lesquels des gants et des masques usagés, ont particulièrement suscité de l'indignation, en plus des risques sanitaires potentiels qu'ils entraînent.

« On gaspille moins avec les enfants, j'achète plus intelligemment et j'évite la surconsommation. Je ne me considère pas « écolo » mais essaie d'utiliser de plus en plus de produits naturels. »

Femme, 30 ans, à la recherche d'un emploi, Grigny (Grigny 2)

Avec le recours à l'économie circulaire, l'utilisation des ressources naturelles devient plus raisonnée et le déchet recyclé. Cela représente un levier à la préservation de l'environnement tout en développant le bien-être des individus.



Des mesures anti-gaspillage et de gestion des déchets

Selon l'ADEME, près de 10 millions de tonnes de nourriture consommable sont jetées chaque année en France, soit une valeur commerciale estimée à 16 milliards d'euros. Ce gaspillage se répartit à 32% en production, 21% en transformation, 14% en distribution et 33% en consommation.

Cette dernière phase représente 30kg par personne et par an, dont 7kg de déchets alimentaires non-consommés et encore emballés.

L'objectif des pouvoirs publics est de réduire de 50% par rapport à 2015 l'ensemble de ce gaspillage d'ici 2025.

→ **Etat des lieux des masses de gaspillages alimentaires et de sa gestion aux différentes étapes de la chaîne alimentaire, Agence de la transition écologique (ADEME), mars 2016**



Economie circulaire et transition écologique

82% des territoires franciliens (collectivités, aménageurs, syndicats des secteurs environnement/énergie) ayant répondu à l'enquête (novembre 2018-février 2019) ont déclaré qu'ils avaient mis en œuvre ou qu'ils élaboraient des projets d'économie circulaire.

Ces projets concernent en particulier le secteur du bâtiment, le recyclage, la lutte contre le gaspillage alimentaire ou encore des projets liés aux ressources énergétiques.

→ **Enquête économie circulaire, transition écologique et énergétique des territoires, Portail numérique des éco-entreprises de France, Agence de la transition écologique (ADEME)**

MIEUX SE DÉPLACER

Se déplacer et la façon de le faire apparaît également comme une des priorités pour le territoire. En effet, la question des transports et des mobilités revient régulièrement dans les discours des habitants interrogés et sous deux angles extrêmement liés : la protection de l'environnement d'une part et l'amélioration du cadre de vie de l'autre. Entre pollution, bruit et embouteillages, les transports sont souvent évoqués pour les problématiques qu'ils engendrent au quotidien.

« À Corbeil, le trafic aérien a drôlement baissé. Même si ce n'est pas gênant à l'extrême, c'est un des effets positifs du confinement. Au niveau du trafic routier, il y a beaucoup à faire. [...] Mais j'ai une voiture électrique depuis 4 ans et je suis déjà sensibilisée à ces sujets. »

Femme, 54 ans, au foyer, Corbeil-Essonnes

Avec une circulation quasi à l'arrêt durant le confinement, les habitants du territoire font part d'améliorations visibles quant à l'environnement. Au-delà d'une réduction du bruit et d'une meilleure qualité de l'air, se déplacer plus facilement en voiture, en transport en commun, en vélo ou encore à pied durant cette période fait partie des changements qu'ils souhaitent voir poursuivre. Cela est plus particulièrement le cas des déplacements à pied ou en vélo et de façon plus marquée chez les plus diplômés et les retraités.

« Je me suis acheté un vélo. [...] Ça permet de s'aérer, de voir les choses différemment. Ça fait une économie aussi au niveau du gasoil. J'ai utilisé la trottinette aussi. On a vu beaucoup de nos voisins utiliser ces moyens de transport et c'est bien, ça a permis de moins polluer. »

Homme, 58 ans, en emploi, Saint-Germain-lès-Corbeil

Avec les restrictions liées au confinement et la contrainte de rester proche de son domicile, ce mode de placement et l'utilisation des liaisons douces ont en effet été plus importants permettant de préserver l'environnement mais aussi de réaliser pour les individus quelques économies.



Des améliorations visibles durant le confinement

Selon le Haut conseil pour le climat, le confinement a entraîné :

- Une réduction de 30% des émissions de Gaz à effet de serre
- La réduction des émissions du transport de surface compte pour 60% de la réduction totale
- L'aviation est le secteur qui réduit le plus ses émissions (-75% durant le confinement), mais il n'est responsable que de 10% environ de la baisse totale (aviation internationale incluse).

→ **Climat, santé : mieux prévenir, mieux guérir, Haut conseil pour le climat, avril 2020**

22,5% souhaitent, parmi leurs changements d'habitudes, pouvoir continuer à se déplacer aussi facilement à pied ou en vélo.

C'est davantage le cas :

- des personnes ayant un diplôme supérieur au bac (25,7%)
- des 60-74 ans (25,1%)

Confinés, et après ?, Observatoire territorial, Grand Paris Sud, 2020

L'enquête menée par l'ObSoCo pour Vie mobiles durant le confinement révèle une prise de conscience non-négligeable de la possibilité de se déplacer différemment : 38% des personnes interrogées pensent que leurs déplacements pourraient être faits davantage à proximité, en utilisant le vélo ou la marche à pied.

→ **Confinement, mobilité et mode de vie, Forum vies mobiles, ObSoCo avril 2020**

PRÉSERVER LES ESPACES NATURELS

DÉCOUVRIR OU REDÉCOUVRIR LES ESPACES NATURELS DU TERRITOIRE

Espace de respiration, d'évasion et de loisirs, les espaces naturels participent au bien-être des habitants d'un territoire. Avec le confinement, ce sentiment n'en a été que renforcé.

Du fait des restrictions géographiques, les seuls lieux pouvant être fréquentés durant cette période étaient de fait ceux situés à proximité de son domicile, l'occasion pour certains de découvrir, pour d'autres de redécouvrir le territoire et notamment ses espaces verts.

« J'étais déjà très sensible à l'environnement et le confinement n'a pas vraiment eu d'impact là-dessus. Ça a juste confirmé que la nature n'a pas besoin de l'Homme (Rires). On a par contre découvert un lac qui n'est pas loin de chez nous et en fait on ne savait pas. »

Femme, 36 ans, en emploi, Savigny-le-Temple (Droits de l'Homme)

«Le confinement m'a permis de redécouvrir les espaces verts à proximité. [...] Du coup, je fais des balades et je redécouvre mon village. »

Homme, 58 ans, en emploi, Saint-Germain-lès-Corbeil

30,7% des répondants au questionnaire souhaitent, parmi leurs changements d'habitude, continuer à profiter des espaces naturels à proximité. Si tous les profils semblent être concernés, il ressort que cela est davantage le cas des retraités, des personnes au foyer ou en situation d'inactivité, des femmes et des moins de 30 ans.

S'il a déjà été évoqué précédemment que posséder un logement pourvu d'un espace extérieur, tel qu'un jardin, était déterminant dans la façon dont avait été vécu le premier confinement, disposer d'espaces naturels à proximité peut permettre d'en réduire les inégalités. Toutefois, cette période a permis de mieux réaliser, pour tous, l'importance de la nature au quotidien aussi bien sur sa santé physique que mentale.



Des espaces naturels jugés indispensables

30,7% souhaitent, parmi leurs changements d'habitudes, continuer de profiter des espaces verts à proximité (parcs, forêts,...).

C'est davantage le cas :

- 36,2% des retraités
- 33,5% des personnes au foyer et autres inactifs (hors étudiants)
- 33% des moins de 30 ans
- 32,8% des femmes

Confinés, et après ?, Observatoire territorial, Grand Paris Sud, 2020

A la sortie du premier confinement, 78% des Français interrogés dans le cadre de l'enquête menée par l'Observatoire des villes vertes déclaraient qu'accorder plus d'importance aux espaces verts doit être une priorité pour les nouveaux élus contre 61% il y a 4 ans. D'ailleurs, durant le confinement, les espaces verts publics ont manqué à 7 Français sur 10 et cela était particulièrement le cas des 18-24 ans (82%), les jeunes étant, en période ordinaire, ceux qui fréquentent le plus assidument ces lieux.

Il ressort que ce sont les bienfaits liés au cadre agréable (38%) et la relaxation, l'évasion (36%) que procurent les espaces verts qui arrivent en tête devant les usages sportifs (16%), familiaux et amicaux (20%).

→ **Observatoire des villes vertes, mai 2020**

AVOIR UN CADRE DE VIE PROCHE DE LA NATURE

Disposer d'un cadre de vie proche de la nature participe à l'attractivité d'un territoire. Nombreux sont en effet les habitants qui accordent désormais une importance aux espaces naturels qui les entourent et ceux de Grand Paris Sud semblent tout particulièrement être appréciés.

« Vivant à proximité de Paris, c'est toujours agréable de revenir à Cesson. C'est un territoire où il fait bon vivre avec beaucoup d'espaces verts.

Femme, 22 ans, étudiante, Boulogne-Billancourt (confinement à Cesson)

Néanmoins, une volonté de déménager est tout de même exprimée par les répondants au questionnaire. 45,1% d'entre eux sont concernés.

Interrogés tout juste à la sortie du confinement, ce résultat mérite d'être nuancé : contraints de rester à domicile durant plusieurs semaines, cette envie a probablement été exacerbée du fait d'un quotidien qui a pu se révéler difficile. C'est plus particulièrement le cas des habitants des QPV qui désirent plus que les autres déménager (64,1%).

Si 15,3% le voulaient préalablement au confinement, 17,9% ne savent pas s'ils auront les moyens de le faire et 11,9% l'envisagent sérieusement. Par ailleurs, la moitié des personnes qui désirent déménager veulent quitter le territoire de Grand Paris Sud.

Disposer d'un cadre plus proche de la nature est très majoritairement la raison de ce changement. Evoquée par 57,9% des personnes concernées, cette proportion atteint 69,6% de ceux qui souhaitent partir du territoire.

« Je me rends compte que ça aurait été compliqué si j'étais resté proche de Paris pour le confinement. Le fait d'avoir la terrasse, de l'espace, on voit des arbres, le petit parc... Y'a de l'air frais quoi ! C'est important. Preuve en est, c'est que maintenant, il y a une recrudescence de la volonté des parisiens de vouloir déménager et acheter au-delà de la petite couronne. Et ça se comprend. »

Homme, 39 ans, en emploi, Saint-Pierre-du-Perray



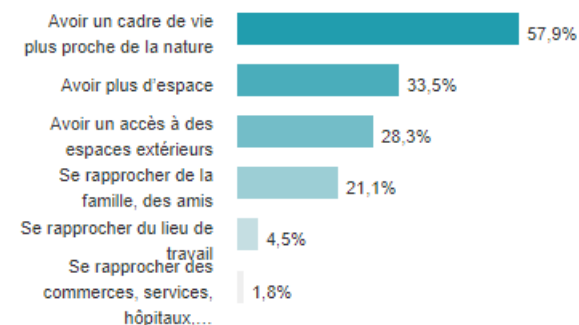
Le cadre naturel, 1^{ère} raison des souhaits de déménagement

45,1% des répondants souhaitent déménager.

- 15,3% le souhaitaient déjà
- 17,9% ne savent pas s'ils en auront les moyens
- 11,9% l'envisagent sérieusement

Pour ceux qui souhaitent déménager :

Pour quelles raisons ? (Plusieurs réponses possibles)



51,4% de ceux qui veulent déménager, souhaitent quitter Grand Paris Sud.

- 69,6% pour un cadre plus proche de la nature
- 29,4% pour plus d'espace
- 23,1% pour rapprochement familial

Confinés, et après ?, Observatoire territorial, Grand Paris Sud, 2020

En lien avec les problématiques résidentielles qu'ils rencontrent, les habitants de QPV demandent en premier lieu à disposer d'un espace extérieur quasiment au même titre qu'un cadre de vie plus proche de la nature. Suit de près la volonté de plus d'espace. Grand Paris Sud étant un territoire dynamique du point de vue de son accroissement démographique et du développement de son parc immobilier, c'est aussi parfois l'aménagement territorial, perçu comme se faisant au détriment de l'environnement et plus globalement du cadre de vie, qui est remis en question.

Il paraît nécessaire d'aller vers un aménagement du territoire plus raisonnable et de travailler sur sa résilience. [...] Je voudrais qu'on vive plus en harmonie avec la nature. Beaucoup disent « je m'en vais car c'est devenu trop moche ici ». Je ne suis pas du tout dans cette logique de quitter l'Agglomération mais plutôt de faire en sorte que les gens ne veuillent pas en partir. »

Homme, 62 ans, en emploi, Combs-la-Ville

Si la préservation de l'environnement du territoire passe ainsi par des actions au quotidien, et notamment de la part des habitants, ce sont aussi les différentes politiques de planification urbaine qui doivent contribuer à un meilleur cadre de vie, favorable au bien-être et à la santé.



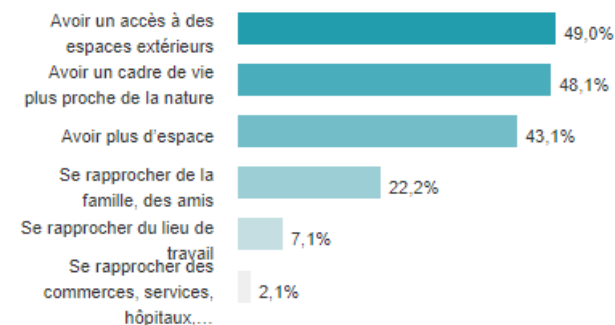
Des motifs de déménagement plus diversifiés pour les habitants de QPV

64,1% des répondants habitant en QPV souhaitent déménager.

- 19,6% le souhaitaient déjà
- 30% ne savent pas s'ils en auront les moyens
- 14,5% l'envisagent sérieusement

Pour ceux qui souhaitent déménager :

Pour quelles raisons ? (Plusieurs réponses possibles)



42,3% des habitants de QPV qui veulent déménager, souhaitent quitter Grand Paris Sud.

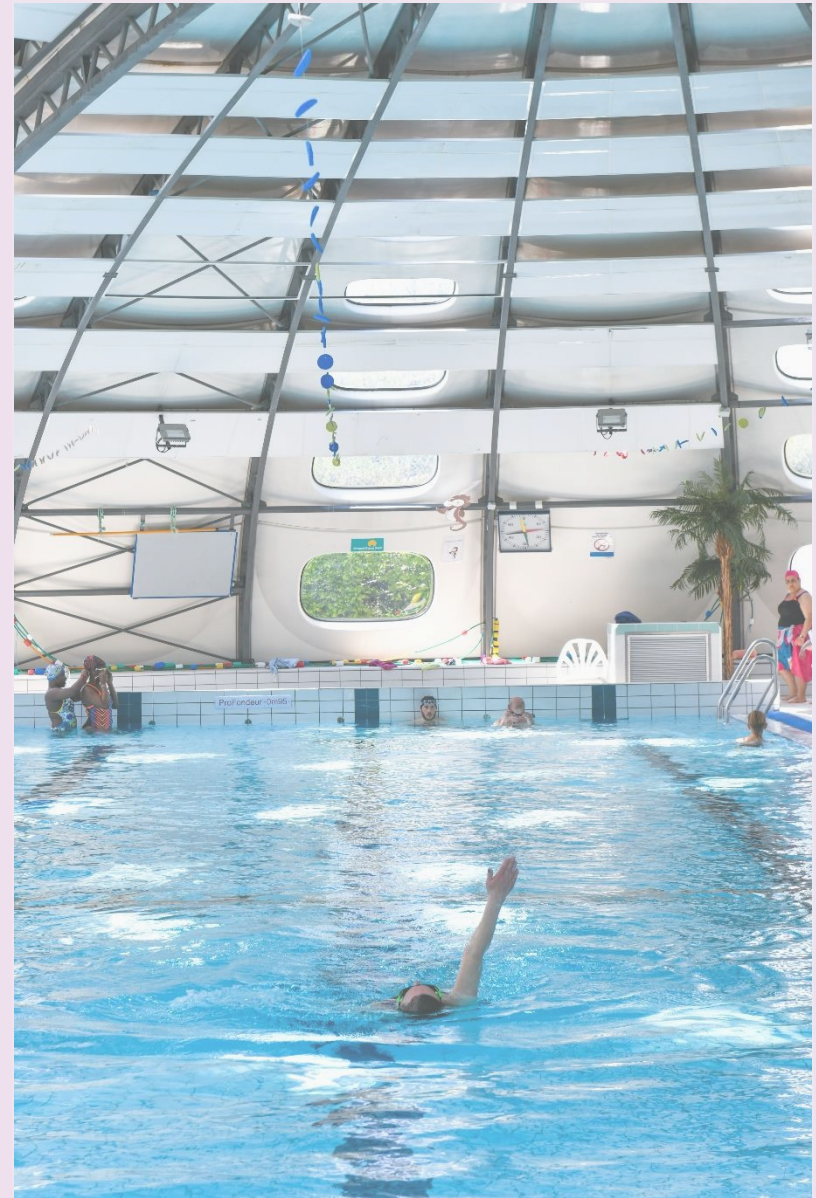
Confinés, et après ?, Observatoire territorial, Grand Paris Sud, 2020

SANTÉ, SPORT ET BIEN-ÊTRE AU COEUR DES ATTENTES

Avec cette crise sanitaire, sa propre santé et celle de ses proches est devenue à la fois une priorité et une inquiétude.

Si le confinement a en effet permis de se recentrer sur des valeurs autour du bien-être, tant sur le plan de l'introspection, de l'alimentation et de son rapport au sport, entre autres, il a aussi occasionné des détresses physiques et psychologiques.

L'accès aux soins devient alors une priorité et cela est d'autant plus vrai que les habitants consultés jugent le territoire insuffisamment doté en professionnels de santé.



Piscine Long Rayage, Lisses, 2019

MENER UNE VIE SAINES

PRENDRE DU TEMPS POUR SOI

Libérés de certaines contraintes du quotidien telles que les temps de transport, des horaires de travail atypiques, le stress engendré par un rythme de vie soutenu, le confinement a permis pour la majorité des habitants du territoire ayant répondu au questionnaire de disposer de plus de temps pour eux et leur entourage. C'est particulièrement le cas des actifs ne pouvant exercer leurs activités durant cette période et des jeunes de moins de 30 ans.

Entre introspection et remise en cause des modes de vie, redéfinition des priorités, partages de moments en famille, nombreux sont ceux qui évoquent les bienfaits de ce temps retrouvé.

« Se recentrer sur soi et avoir plus de temps en famille ont été les points les plus importants. [...] Je dirais que le confinement a été plein de ressources et j'ai pu ainsi prendre du temps pour moi. [...] Cette période a permis aux familles de se retrouver. Dans une société qui impose un rythme de vie effréné, ça nous a appris à ralentir et fait prendre conscience de certaines choses qui, je l'espère, vont changer des perspectives dans le monde. »

Femme, 22 ans, étudiante, Boulogne-Billancourt (confinement à Cesson)

Cette période a alors été l'occasion de prendre conscience de la nécessité d'un juste équilibre entre les sphères personnelles et professionnelles mais aussi de l'importance de consacrer davantage de temps à des pratiques participant à son développement personnel. La méditation, la culture cinématographique, la lecture, les activités créatives, la formation à distance... sont autant d'occupations du temps libre durant le confinement dont certaines étaient parfois devenues trop rares dans l'urgence du quotidien.

Il ressort alors assez clairement que prendre du temps pour soi a fait partie des changements opérés durant le confinement. Les personnes consultées souhaitent poursuivre cette tendance pour atteindre un certain bien-être et une meilleure qualité de vie.

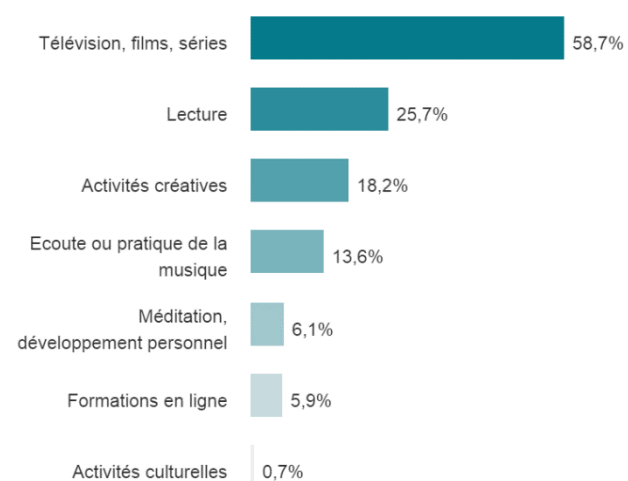


Des pratiques pour son développement personnel

Durant le confinement, avez-vous eu le sentiment d'avoir eu pour vous et votre entourage :



Hors activités professionnelles ou scolaires, quelles étaient vos principales occupations pendant le confinement ? (Jusqu'à 5 réponses max)



Confinés, et après ?, Observatoire territorial, Grand Paris Sud, 2020

MANGER SAINEMENT

Le confinement a également eu des impacts sur les habitudes alimentaires. Disposant de plus de temps et tous les repas se déroulant à domicile, nombreux ont été les échanges autour de recettes et du faire-soi-même.

Citée par 44,9% des répondants au questionnaire, la cuisine a pris une place importante dans les occupations de loisirs durant le confinement. Davantage évoquée par les femmes et les 30-44 ans, cette activité pouvait se dérouler en famille, notamment pour occuper les enfants.

Mais si la cuisine a pris autant de place, c'est aussi parce qu'une plus forte prise de conscience de la nécessité de manger plus sainement s'est révélée. Avec la sédentarité imposée par le confinement, la prise de poids est rapidement apparue comme un sujet et, plus globalement, l'envie de manger sainement et équilibré a pris de plus en plus de place au quotidien.

« Comme on ne pouvait plus sortir manger au resto, on a appris à faire pas mal de choses à la maison : des hamburgers, des recettes sympa grâce à Cyril Lignac... On a revu nos habitudes alimentaires. On a par exemple habitué nos enfants à manger plus de fruits que de bonbons. [...] Pendant le confinement, on a pris conscience qu'il fallait mieux manger. »

Femme, 36 ans, en emploi, Savigny-le-Temple (Droits de l'Homme)

D'ailleurs si 27,2% des habitants de Grand Paris Sud consultés déclarent avoir mangé plus sainement durant le confinement et vouloir poursuivre cette nouvelle pratique, c'est davantage le cas des étudiants, des personnes à la recherche d'un emploi et des personnes diplômées du supérieur.

Dans cette démarche, le recours à une alimentation biologique et aux produits locaux se fait de plus en plus fréquemment et répond par ailleurs à des enjeux environnementaux importants.

« Même si nous cuisinons déjà quotidiennement, en ayant plus de temps, j'y ai pris plus de plaisir et j'ai cuisiné beaucoup plus. [...] J'ai des convictions écologiques fortes et je suis très engagé sur la consommation. Je milite donc naturellement pour une alimentation saine et locale. »

Homme, 62 ans, en emploi, Combs-la-Ville



Conséquences du confinement sur les habitudes alimentaires

44,9% citent la cuisine parmi leurs activités de loisirs.

C'est davantage le cas :

- des personnes au foyer et autres situations d'inactivité (hors étudiants) (57,3%)
- des 30-44 ans (52,4%)
- des femmes (49,9%)

27,2% souhaitent, parmi leurs changements d'habitudes, poursuivre à manger plus sainement.

C'est davantage le cas :

- des étudiants (34,4%)
- des demandeurs d'emploi (32,1%)
- des diplômés du supérieur (28,9%)

Confinés, et après ?, Observatoire territorial, Grand Paris Sud, 2020

D'après l'enquête CoviPrev, le confinement a eu un impact certain sur les comportements alimentaires. A la mi-avril :

- 17% des personnes interrogées considèrent que, pendant le confinement, leur alimentation était moins équilibrée ;
- 22% qu'elles ont grignoté entre les repas plus que d'habitude (atteignant 27% à la mi-mai) ;
- 37% avoir fait davantage de plats-maison ;
- 27% déclarent avoir pris du poids (36% à la mi-mai).

Il ressort également que les moins de 40 ans, les familles avec enfants, les personnes en situation financière difficile et celles présentant des niveaux élevés d'anxiété sont les plus touchées.

→ CoviPrev, Santé publique France, 2020

FAIRE DU SPORT

Avec la fermeture des salles et des clubs de sport, l'inaccessibilité des équipements, les contraintes de temps et de distance, les habitudes concernant les pratiques sportives ont de fait été modifiées.

Pour pallier l'offre réduite, nombreux sont ceux qui se sont adaptés en se tournant vers le sport à domicile, notamment via les cours en ligne (dont certains pouvaient être suivis en famille), mais aussi par l'augmentation des déplacements à pied ou en vélo ou, plus simplement, par une pratique informelle en extérieur, bien que limitée. Le confinement a aussi été l'occasion pour certains de découvrir de nouvelles activités sportives ou de relaxation.

« Habituellement, je vais en salle de sport. Comme c'était fermé durant le confinement, j'ai fait du vélo chez moi, du yoga avec les enfants avec ce qui était diffusé en ligne. »

Femme, 34 ans, en emploi, Grigny (Grigny 2)

Le sport à domicile ou en extérieur est alors cité parmi les principales occupations de loisirs durant le confinement par 27,5% des habitants de Grand Paris Sud ayant répondu au questionnaire. Cela est davantage le cas des étudiants et, de ce fait, des jeunes de moins de 30 ans, et des hommes.

Disposant de plus de temps et étant soucieux de leur bien-être, 32% des personnes ayant nouvellement intégré le sport dans leur quotidien, souhaitent poursuivre dans cette lancée.

À l'inverse, pour d'autres, il a été synonyme d'une moindre pratique sportive, voire de sédentarité, entraînant de fait des conséquences sur l'état de santé.

« Ma situation pendant le confinement s'est un peu dégradée par rapport à ma santé avec la sédentarité qu'on a vécue. Même si je faisais un peu d'activités physiques à la maison, je n'allais pas faire les marches à pied habituelles et ça a joué sur mon état physique. J'ai repris mon activité depuis mai, par contre j'ai des difficultés physiques qui sont apparues pendant le confinement, et à cause du confinement, et qui ne sont toujours pas réglées aujourd'hui. »

Femme, 36 ans, en emploi, Savigny-le-Temple (Droits de l'Homme)



Conséquences du confinement sur les pratiques sportives

27,5% ont pratiqué une activité sportive à domicile ou en extérieur durant le confinement

C'est davantage le cas :

- des étudiants (49,8%)
- des moins de 30 ans (39%)
- des hommes (33,7%)

32% souhaitent, parmi leurs changements d'habitudes, poursuivre à faire plus de sport.

C'est davantage le cas :

- des étudiants (52,9%)
- des diplômés du supérieur (36,5%)
- des demandeurs d'emploi (35,8%)

Confinés, et après ?, Observatoire territorial, Grand Paris Sud, 2020

D'après l'enquête CoviPrev, comparé aux pratiques sportives d'avant confinement :

- 47,4% des personnes interrogées ont déclaré une diminution de leur activité physique durant le confinement.

- 57,6% ont fait moins de 30 minutes d'activité journalière

A l'inverse :

- 17,9% ont augmenté leur pratique

- 32,7% des sportifs ont utilisé plus que d'habitude des applications, des vidéos ou la télévision pour en faire.

→ CoviPrev, Santé publique France, 2020

AMÉLIORER L'ACCÈS AUX SOINS

ASSURER UNE CONTINUITÉ DE SOINS

Il ressort de cette période une certaine nécessité de combattre les effets du confinement et plus globalement de cette crise sanitaire. Cela paraît d'autant plus important à Grand Paris Sud qui présente de fortes disparités intra-territoriales en terme d'espérance de vie, une mortalité par maladies de l'appareil circulatoire et respiratoire plus développée et, comparativement aux autres intercommunalités d'Ile-de-France, une surmortalité liée à la COVID-19.

De nombreux facteurs de stress, entre perte de liberté, isolement, réduction des interactions sociales, des situations socio-économiques dégradées avec parfois un rationnement alimentaire, une baisse de l'activité physique, un manque de visibilité sur l'avenir, des troubles du sommeil, entre autres, ont été relevés, provoquant de fait un bien-être physique et psychique altéré.

La situation sanitaire est d'autant plus préoccupante que ce contexte a aussi entraîné des ruptures dans la prise en charge des pathologies. 29,4% des répondants au questionnaire déclarent en effet avoir senti le besoin de consulter un professionnel de santé durant le confinement mais ne pas l'avoir fait. Parmi eux, ce sont davantage des profils potentiellement les plus vulnérables qui sont concernés avec notamment des personnes au foyer ou dans une autre situation d'inactivité et des demandeurs d'emploi.

Par ailleurs, ce sont 43,5% des personnes porteuses d'une maladie chronique qui ne sont pas allées consulter un professionnel de santé bien qu'elles en aient senti le besoin. Plus à risque de développer une forme grave de COVID-19 en cas de contamination, elles sont également plus exposées à une aggravation de leur maladie en raison d'un manque de suivi.

L'ensemble de ces situations posent de nombreuses questions quant à l'avenir et aux répercussions possibles sur le long terme de ces états de santé.



Un non-recours aux soins

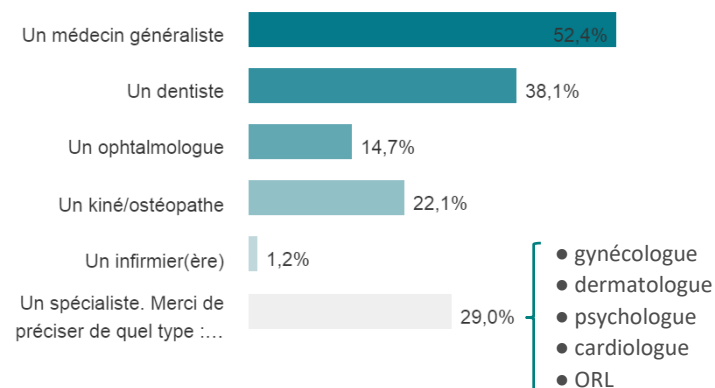
Depuis le début du confinement, avez-vous senti le besoin de consulter un professionnel de santé mais ne pas l'avoir fait ?



29,4% n'ont pas consulté de professionnel de santé durant le confinement malgré leur besoin

43,5% des porteurs d'une maladie chronique sont concernés

Était-ce pour consulter : (Plusieurs réponses possibles)



Confinés, et après ?, Observatoire territorial, Grand Paris Sud, 2020

MIEUX DOTER LE TERRITOIRE EN PROFESSIONNELS DE SANTÉ

Le panorama de la crise à Grand Paris Sud avait également mis en évidence que le territoire était sous-doté en professionnels de santé, avec un nombre de médecins et de dentistes libéraux décroissant et des médecins vieillissants. Ce constat est très largement partagé par les habitants entendus en entretien.

En effet, tous font part d'un manque certain de professionnels de santé à proximité. Ils décrivent alors les difficultés rencontrées au quotidien dès lors qu'ils souhaitent consulter : avoir un médecin traitant, des délais d'obtention de rendez-vous trop importants, une longue attente en salle d'attente, l'obligation de consulter des professionnels de santé éloignés de son domicile... autant de freins qui ne facilitent pas le recours aux soins.

« Il est très compliqué d'obtenir des rendez-vous avec des médecins ou des spécialistes : ils ne prennent pas de nouveaux patients, les délais sont trop longs ou il n'y a pas de médecins dans certaines spécialités. Alors je consulte essentiellement sur Paris : c'est le cas pour mon médecin traitant et les spécialistes. La contrainte reste le temps de transport qui est rallongé. »

Femme, 30 ans, à la recherche d'un emploi, Grigny (Grigny 2)

Si certains ont la capacité de pouvoir se déplacer, ajouter de la distance et des délais ne peuvent qu'amplifier les pathologies. À l'inverse, d'autres repoussent la démarche à plus tard ou finissent par l'abandonner.

« Le sujet numéro 1, c'est la santé. Il faut qu'on ait une meilleure couverture de professionnels avec des délais beaucoup plus courts. Quand on voit sur doctolib que même si on est prêt à faire des kilomètres car c'est urgent, il va falloir quand même attendre 48h, je ne trouve pas ça normal. Au final, on peut finir aux urgences alors que ça aurait pu être traité avant par un médecin. [...] Malheureusement, l'état de santé peut se dégrader parce qu'on n'aura pas réussi à avoir le bon interlocuteur, au bon moment. »

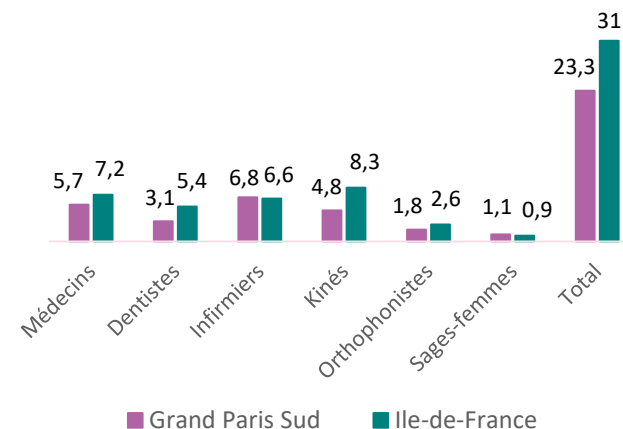
Femme, 36 ans, en emploi, Savigny-le-Temple (Droit de l'Homme)

Afin d'aboutir à un « vivre mieux », il apparaît important, voire indispensable pour les habitants que le territoire se dote d'une meilleure couverture médicale.



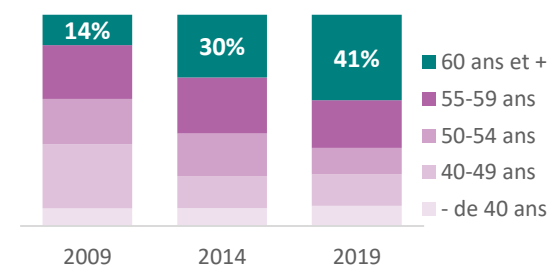
Un territoire sous-doté en professionnels de santé

23,3 professionnels libéraux de santé pour 10 000 habitants à Grand Paris Sud contre 31 en Ile-de-France



5,7 médecins libéraux pour 10 000 habitants à Grand Paris Sud en 2019, contre 6,7 en 2012

41% des médecins généralistes exerçant à Grand Paris Sud ont 60 ans et +



Cartosanté, données au 31/12/2019

